

**Royaume du Maroc
Ministère des Affaires Etrangères
et de la Coopération**

**Ministre Déléguée Chargée de la
Communauté Marocaine Résidant à l'Étranger**

RAPPORT FINAL DE LA CONFERENCE

**Migrations et faits religieux
à l'ère de la mondialisation**

5-6 décembre 2005 • Rabat, Maroc

FINAL REPORT OF THE CONFERENCE

**Migration and Religion
in a Globalized World**

5-6 December 2005 • Rabat, Morocco



IOM International Organization for Migration
OIM Organisation Internationale pour les Migrations

La Conférence a été rendue possible grâce au soutien du Gouvernement de l'Italie, du Gouvernement des Pays-bas et de l'ISESCO.

Le présent rapport est publié avec le concours de l'ISESCO.

The Conference was made possible by contributions from the Government of Italy, the Government of the Netherlands and ISESCO.

This report is published with the support of ISESCO.

Les vues exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'OIM.

Auteur : Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
1211 Genève 19
Suisse
Tél : + 41 22 717 91 11
Télécopie : +41 22 798 61 50
E-mail : hq@iom.int
Internet : <http://www.iom.int>

ISBN 978-92-9068-238-7

© 2006 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit - électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autres - sans l'autorisation écrite et préalable de l'éditeur.

Illustration de couverture : « Migrant », du peintre Fisseha Amde

TABLE DES MATIÈRES

Préface	5
Rapport Final de la Conference	7
Résumé	8
La religion dans le contexte du transnationalisme	10
Le rôle de la religion dans le processus migratoire	11
L'importance de la migration et de la religion dans l'édification de sociétés soudées	15
Les partenariats tendant vers la cohésion sociale et l'intégration	15
La sensibilisation des jeunes générations à la tolérance religieuse	18
Le triangle des médias, de la migration et de la religion	21
Relever les défis	23
Messages clés	24
Final Report of the Conference	27
Synopsis	28
Religion in the context of transnationalism	29
The role of religion in the migration process	31
The importance of migration and religion in creating cohesive societies	34
Partnerships for social cohesion and integration	34
The sensitization of young generations to religious tolerance	37
The media, migration and religion triangle	39
Responding to the challenges	41
Key messages	42

Annexes

Intervention de Madame le Ministre à la conférence sur l'émigration et les réalités de la religion à l'ère de la mondialisation	47
Discours de Madame Nozha el Chakrouni, Ministre déléguée auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération chargée de la Communauté Marocaine résidant à l'étranger	52
Discours de Mr Brunson McKinley, Directeur Général de l'Organisation Internationale pour les Migrations	59
Rôle des médias dans la réflexion sur les rapports entre émigration et religion	63

PRÉFACE

Dans un monde globalisé où la libre circulation des biens et des services semble de plus en plus naturelle, on peut légitimement s'étonner que les questions relatives à l'intégration des migrants et à la prise en compte de leur diversité culturelle et religieuse soient souvent abordées de manière parcellaire, voire frileuse. Sans doute est-ce en partie lié à la nature transversale des problématiques migratoires, auxquelles il n'est d'ailleurs fait référence que très marginalement dans la plupart des Stratégies nationales de réduction de la pauvreté liées aux Objectifs du Millénaire.

C'est pourquoi le Gouvernement marocain et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont souhaité organiser ensemble une Conférence internationale sur le thème « Migrations et faits religieux à l'ère de la mondialisation », qui a eu lieu à Rabat les 5 et 6 décembre, sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohamed VI.

Il s'agissait avant tout de « réunir ce qui est éparé », en permettant aux participants de dialoguer de manière ouverte et franche sur un sujet rendu d'autant plus sensible que les amalgames et les stéréotypes font encore recette et tendent trop souvent à rendre l'Autre responsable des maux dont souffre une société, surtout lorsque des événements tragiques viennent renforcer les préjugés issus de l'ignorance ou d'une information incomplète.

Et l'Autre, c'est souvent le migrant, surtout s'il appartient à une minorité visible ou si ses pratiques culturelles et religieuses le différencient de la majorité de la population au sein de laquelle il est amené à vivre, parfois pour longtemps.

Il est donc de la responsabilité du politique de gérer au mieux des sociétés de plus en plus hétérogènes et mobiles, en valorisant la richesse qu'apporte la diversité de croyances et en veillant à ce que le capital humain que représentent les migrants enrichisse leur pays d'origine ainsi que le pays qui les accueille.

C'est là l'un des fondements de la notion de co-développement : cette double appartenance doit être un atout plutôt qu'un handicap, puisque les migrants sont un véritable trait d'union entre deux sociétés. Il s'agit là d'un vrai défi, les opinions publiques n'étant pas forcément prêtes à entendre ce discours.

Les acteurs de la société civile et du secteur privé ont également un rôle fondamental à jouer, aux côtés des Gouvernements, dans le tissage de liens sociaux plus forts entre des communautés qui s'ignorent trop souvent alors qu'elles partagent les mêmes problèmes dans un environnement commun.

Promouvoir le respect mutuel, encourager la prise en compte de la diversité des croyances, y compris dans les sociétés laïques, c'est aussi lutter pour que les valeurs fondamentales communes à toutes les religions permettent un échange fructueux, qui passe par la reconnaissance des droits et des devoirs de chacun, quelles que soient son origine et sa culture.

Pour notre part, nous sommes d'ores et déjà résolument engagés dans la préparation d'un plan d'action qui permet de répondre aux attentes exprimées par les participants sous la forme de messages clés regroupés à la fin du rapport.

Le fait même que cette Conférence, qui a été en soi un hymne à la diversité, ait généré autant d'intérêt est déjà un premier gage de succès. Nous espérons que ce rapport, reflet fidèle des débats passionnants qui ont eu lieu à Rabat, permettra aux participants, mais aussi à la communauté internationale, de poursuivre la réflexion amorcée durant ces deux jours « sans frontières ».

Madame Nozha el Chakrouni
Ministre déléguée auprès du
Ministre des Affaires Étrangères
et de la Coopération
chargée de la Communauté
Marocaine résidant à l'étranger

Mr Brunson McKinley
Directeur Général
Organisation Internationale
pour les Migrations

RAPPORT FINAL DE LA CONFERENCE

La conférence « Migration et fait religieux à l'ère de la mondialisation », organisée conjointement par le Ministère marocain chargé de la communauté des Marocains résidant à l'étranger et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), s'est tenue à Rabat, au Maroc, les 5 et 6 décembre 2005, sous le haut patronage de Sa Majesté le roi Mohammed VI du Maroc.

Le principal objectif de cette réunion de deux jours était d'explorer le rôle de la religion dans le processus migratoire, afin d'aider les décideurs à mieux comprendre la dynamique qui entre en jeu dans ce domaine et l'interaction des deux sphères, de manière à ce que cela se reflète dans la politique officielle.

Les débats ont essentiellement porté sur cinq thèmes principaux : l'exploration des relations entre migration et religion ; le rôle de la religion dans le processus migratoire ; les jeunes générations et la tolérance religieuse ; le rôle des médias dans la bonne compréhension de l'interaction entre les valeurs et les pratiques religieuses et le processus migratoire en tant que tel ; et la mesure dans laquelle la religion et les communautés religieuses peuvent constituer un recours vital pour les immigrants s'efforçant de s'adapter à une nouvelle communauté.

La conférence s'est tenue en présence de représentants de 56 pays et de 23 organisations intergouvernementales et non-gouvernementales. Des porte-paroles de gouvernements, d'instituts d'enseignement supérieur et d'ONG y ont pris la parole, ainsi que des migrants et des personnalités représentant différentes confessions. Il est clairement apparu qu'il existait un large consensus au sein de ces dernières pour défendre les valeurs communes et immuables de justice, d'égalité, de liberté et de droits humains.

Les débats se sont articulés autour d'un certain nombre de tables rondes sur les différents thèmes à l'ordre du jour, qui ont ensuite été suivies de sessions en plénière.

La présentation de ce rapport reflète les thèmes inscrits à l'ordre du jour de la conférence, ainsi que de chaque table ronde et des documents de travail s'y rapportant. Le résumé qui suit doit servir d'introduction à l'examen et à l'analyse des différents thèmes débattus par les participants.

Résumé

Au cours des débats, il est clairement apparu que la migration contemporaine devait être comprise comme une relation unissant les migrants tant à leur pays d'origine qu'à leur pays de destination. En conséquence, les participants ont pris note du fait que les migrants s'identifiaient fréquemment avec plus d'un seul ensemble de valeurs et d'affinités culturelles, ou alors se cantonnaient à leur seul propre ensemble, et que la religion jouait un rôle de plus en plus important en tant que facteur d'identification. Les participants ont ainsi reconnu l'importance des liens entre migration et religion, en tant qu'élément central de la formation de sociétés soudées.

S'ils ont renoncé à définir le concept d'« intégration réussie », ils ont de manière générale confirmé que les migrants « bien intégrés » se trouvaient fréquemment parmi ceux prenant part non seulement aux activités communautaires mais aussi à celles des organisations religieuses. Cela suppose nécessairement un climat de tolérance culturelle et religieuse. Pour maintenir la cohésion sociale face à une diversité grandissante, les pays d'accueil se doivent d'accorder une attention particulière au problème consistant à sensibiliser les jeunes générations à la tolérance religieuse, et les médias de ces pays, quant à eux, se doivent de rendre compte de manière juste et équilibrée de la migration et de la diversité religieuse.

Les divers thèmes de la conférence ont été examinés à la lumière de plusieurs grandes problématiques actuelles.

Rapidement après l'ouverture des débats, nombreuses ont été les références faites aux attaques dont ont fait l'objet les États-Unis le 11 septembre 2001 et au resserrement des mesures de sécurité qui en a suivi. De nombreux participants ont estimé incorrect et injustifié d'associer automatiquement la criminalité ou le terrorisme à une appartenance religieuse. Il a été dit à maintes reprises que des actes terroristes du type de ceux commis à New York, Washington, Madrid et Londres étaient des crimes contre l'humanité et devaient être dénoncés comme tels. Les participants ont souligné combien il fallait faire preuve de prudence et s'exprimer de manière nuancée dès lors que le lien était fait entre religion et terrorisme.

Les participants ont évoqué le climat d'« islamophobie » auquel se heurtaient souvent les immigrés musulmans, un climat dans lequel l'ignorance, la suspicion et la peur fondée sur des apparences pouvaient conduire à l'intolérance et à l'exclusion des immigrés des sociétés d'accueil. Ils ont insisté sur le fait que l'héritage social, culturel et religieux des immigrés devait être respecté tant dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine. Plus précisément, une telle tolérance mutuelle devrait s'inscrire dans un engagement plus large en faveur des valeurs communes et immuables que sont la justice, l'égalité, la liberté et les droits de l'homme sur lesquels s'entendent toutes les parties.

Un participant a mis en garde contre l'amalgame entre l'appartenance religieuse et les affrontements ayant eu lieu récemment entre des jeunes maghrébins issus de l'immigration et la police française dans les banlieues de France, en soulignant que cette radicalisation était d'abord et avant tout le résultat de l'exclusion économique et sociale, du désenchantement et du chômage.

À l'heure où les médias du monde entier accordent une attention croissante à la dimension humaine de la migration, la question religieuse est au centre du débat sur l'intégration. Les événements mondiaux du moment, de même que le débat principal qui est l'objet de cette conférence montrent clairement que la migration et la religion sont deux domaines en évolution rapide. Dans cet environnement dynamique, les gouvernements doivent relever le défi de gérer des sociétés toujours plus

hétérogènes et de prendre en compte la diversité religieuse. Dans cet effort de gestion du pluralisme de croyances, les gouvernements doivent s'efforcer de faire en sorte que soit réalisé le capital social qu'apportent avec eux les migrants sous la forme de valeurs et de pratiques religieuses. Cela passe par une nouvelle façon d'envisager les choses et par de nouvelles dispositions.

La religion dans le contexte du transnationalisme

Au cours du débat qui a suivi, il a été souligné que la migration devait être vue à travers le prisme du transnationalisme. Il ne s'agit plus de considérer que la religion et la culture sont nécessairement ancrées dans un territoire national, pas plus que les individus et les groupes ne s'organisent uniquement à l'intérieur de frontières nationales. Des groupes religieux ayant pu un jour être étroitement liés à une communauté immigrée se sont désengagés, en ce sens qu'ils ont renoncé à leur engagement au sein de tels groupes au profit d'une approche plus universelle et plus ouverte à tous. Les immigrés peuvent être actifs dans la vie économique, sociale et politique de leur pays d'origine tout en se faisant une place dans leur pays d'accueil. Parfois, les liens entre les émigrés et la population restée au pays sont si forts que la migration transforme radicalement la vie de ceux qui sont restés sur place également. Compte tenu des liens étroits entre le sort de ceux qui sont restés au pays et celui des membres de la famille qui ont émigré, des groupements à caractère religieux, social et politique commencent à opérer par-delà les frontières. Il en résulte un « espace public transnational de référence et de débat » dont parle l'anthropologue John Bowen.

Non seulement les migrants maintiennent des liens étroits avec leur patrie, mais ils ne suivent plus le modèle traditionnel de trajectoire à sens unique qui les conduisait autrefois du pays d'origine vers un seul et unique nouveau pays d'accueil. Le migrant transnational est celui qui se déplace régulièrement d'un pays à un autre sans nécessairement en choisir un, ni sans véritablement en quitter aucun. Le chemin que suivent ces hommes et ces femmes peut être tortueux, et comporter plusieurs

« escales » entre les sorties et les retours. Ils doivent gérer des identités diverses et assimiler les cultures locales, tout en gardant les leurs. Les nations, qui sont elles-mêmes des créations comparativement récentes, peuvent ainsi perdre leur rôle prééminent dans la construction d'une identité.

Ce nouveau type de migration est parfois perçu comme étant de la même veine que le commerce international et la liberté de mouvement des capitaux, des biens et des services. Les participants ont contesté le principe sur la base duquel les personnes peuvent se voir dénier un statut multinational, alors que des personnes morales, telles que des entreprises, peuvent se mouvoir librement par-delà les frontières. Par ailleurs, compte tenu de la multiplication des migrants transnationaux et du mouvement accru de personnes aux quatre coins du monde, il convient de prendre acte du bénéfice que tirent les sociétés contemporaines de la présence d'immigrés. Des voix se sont fait entendre pour suggérer d'aller plus loin et de reconnaître la culture et la religion des immigrés, ce qui ne devrait plus être considéré comme un privilège mais comme un droit et qui reviendrait à mettre en question les politiques d'intégration traditionnelles.

Les discussions qui ont suivi ont une nouvelle fois souligné qu'à l'ère des migrations transnationales, de telles considérations ne s'appliquaient plus qu'aux seuls immigrés permanents. Il fallait bien voir que les immigrés permanents, les migrants temporaires et les migrants désireux d'être réintégrés après être rentrés au pays avaient tous des besoins d'intégration différents, qu'il convenait de traiter en conséquence.

Le rôle de la religion dans le processus migratoire

La diversité croissante des flux migratoires dans les sociétés, les problèmes découlant d'un pluralisme religieux croissant, et une manifestation plus générale d'intérêt pour la religion dans le monde ont suscité récemment un regain d'attention pour les relations entre migration et religion et pour le rôle des affiliations

religieuses dans le processus d'intégration. Certains participants ont souligné que le monde était entré dans une ère post-séculière. Au lieu de conduire à l'abandon progressif des croyances religieuses, la modernisation a ainsi produit une pluralité religieuse réclamant l'espace qui lui revient de plein droit dans le discours public. Allusion a été faite à la différence entre la laïcité, qui garantit un respect égal à toutes les religions, et le laïcisme, qui transforme cette tolérance en opposition ou indifférence à toutes les religions. Un orateur a souligné qu'en reléguant le fait religieux à la sphère privée et en l'ignorant, la laïcité en Europe avait « laissé les questions sans réponse ». Les difficultés d'intégration de migrants d'appartenances religieuses différentes ne disparaissent pas si la diversité se transforme en indifférence au fait religieux.

D'autre part, il est essentiel de garder à l'esprit que les États n'ont pas tous la même façon d'envisager les relations entre État et religion. Les migrants qui, après avoir fait l'expérience d'une certaine relation entre État et religion dans leur pays, se trouvent confrontés à la réalité d'une autre situation peuvent éprouver des difficultés particulières dans leur processus d'intégration. Les besoins religieux, les convictions affirmées et les valeurs que porte en elle une personne peuvent entrer en conflit avec les règles et le mode de vie du pays d'accueil. Cette divergence peut se trouver aggravée si les institutions religieuses du pays d'origine continuent à influencer la vie des communautés immigrées dans le pays d'immigration. Qui plus est, en s'installant dans une société hétérogène sur le plan religieux, les migrants issus de sociétés où les religions jouent un rôle fondamental peuvent avoir besoin d'un soutien spécifique pour s'intégrer dans des pays où la diversité socioculturelle est plus marquée. À défaut de bénéficier d'un soutien adéquat dans leurs efforts d'intégration, ou s'ils se sentent isolés et éprouvent le besoin de réaffirmer leur identité, les immigrés peuvent s'écarter des pratiques et des valeurs religieuses plus modernes observées dans leur pays d'origine pour embrasser des pratiques et des valeurs plus traditionnelles dans le pays d'accueil.

À propos du rôle de la religion dans la vie du migrant, un orateur a cité Hirschman,¹ qui définit le rôle de la religion pour les immigrants comme étant garant des trois R: Refuge, Respectabilité et Ressources. En effet, les migrants nouvellement arrivés ne sont pas encore familiarisés avec la société d'accueil et se trouvent confrontés à de nouveaux défis et souvent à un avenir imprévisible. Tout en s'efforçant de s'intégrer dans la société d'accueil, ils doivent réorganiser leur vie dans leur nouvel environnement et se trouvent fréquemment dans l'obligation d'apprendre de nouvelles façons de faire et un nouveau langage. Au sein d'une communauté immigrée, la pratique de la foi peut être un facteur d'union. Ainsi, l'affiliation religieuse et la participation au culte peuvent servir de mécanisme d'adaptation en apportant aux immigrés un capital social bien nécessaire et un sentiment d'appartenance et de sécurité. Par capital social, il faut entendre les ressources réelles ou potentielles qu'offrent les réseaux sociaux auxquels appartient une personne. Non seulement ces réseaux créés par l'identité et la pratique religieuses partagées instaurent-ils un lien affectif et spirituel, mais ils aident aussi les migrants à atteindre des objectifs matériels en créant des liens d'amitié et en offrant une assistance pratique devant permettre de relever les défis rencontrés dans la vie quotidienne. Par des mécanismes formels et informels, les communautés religieuses peuvent ainsi offrir une aide au niveau de la recherche d'un emploi, de la fourniture d'informations sur les services sociaux existants ou même en fournissant eux-mêmes des services sociaux, en guidant la communauté et en offrant un lieu d'interaction sociale – ce qui revêt une importance particulière lorsque le statut légal d'un immigrant l'empêche de faire appel aux services publics ou l'en dissuade par crainte de l'expulsion.

Les témoignages personnels de migrants à la conférence ont confirmé que la religion et la foi pouvaient aider un migrant à s'adapter et à s'insérer dans un nouveau système culturel et communautaire, à se faire des amis avec des personnes d'origines

¹ HIRSCHMAN, Charles, The Role of Religion in the Origin and Adaptation of Immigrant Groups in the United States, *International Migration Review*, 38, 3 (2004) 1126-1159.

et de milieux différents et à apprécier la richesse de la diversité culturelle de la société d'accueil, tout en acquérant un sentiment d'appartenance. L'exemple donné par des immigrants somaliens en Finlande a également montré que les migrants pouvaient être plus proches de leur religion dans leur nouvelle société d'accueil qu'ils ne l'étaient dans le pays d'origine. La religion peut occuper une part importante de l'identité des migrants lorsqu'ils se trouvent confrontés à la nécessité de défendre celle-ci, même si l'intérêt qu'ils manifestaient pour les questions religieuses avant de quitter leur pays d'origine n'était pas très fort. À noter en particulier le fait que la manière d'aborder l'intégration dans le pays d'accueil peut déterminer si cette part d'identité deviendra un élément positif ou négatif du processus d'intégration personnel, et si la religion deviendra un facteur d'isolement ou plutôt l'instrument devant conférer aux migrants le sentiment d'appartenance précédemment évoqué.

Dans les cas où la société d'accueil attend des immigrants qu'ils s'assimilent totalement, en s'adaptant aux valeurs et aux normes de comportement culturel de la société majoritaire dans un processus unilatéral, on s'expose au risque de voir émerger des ghettos ou des « îlots religieux », dans lesquels les immigrants se trouvent isolés de ce qu'ils perçoivent comme un environnement hostile et discriminatoire. Faute d'acceptation par le groupe majoritaire, les migrants peuvent être tentés de chercher davantage de respect au sein de leur propre communauté en adoptant des normes morales et des coutumes plus traditionnelles. En revanche, lorsqu'une société d'accueil ouverte et tolérante offre aux immigrants les conditions d'une acceptation mutuelle, ceux-ci peuvent repenser leurs valeurs et leurs pratiques culturelles et religieuses, sans pour autant les renier, et contribuer ainsi à la construction d'un ensemble commun de valeurs fondamentales. À ce propos, il a été souligné que la diversité religieuse des immigrants ne devait pas être considérée comme une menace pour leur intégration, pour autant qu'on leur donne la possibilité de développer et de garder des identités multiples et d'évoluer dans une culture incorporant des éléments de différentes sources.

L'importance de la migration et de la religion dans l'édification de sociétés soudées

Il a été souligné qu'une intégration réussie comportait non seulement une dimension religieuse et culturelle, mais aussi une dimension sociale et économique, et que ces éléments devaient se mêler harmonieusement. Le terme « intégration » ne devait pas être confondu avec l'acculturation ou l'assimilation. Il fallait, bien au contraire, chercher l'interaction, la concorde et l'acceptation – ce qui supposait que la culture de l'immigré ne soit perçue ni comme inférieure ni comme plus mauvaise, et que les aspects positifs et la concordance avec la culture du pays d'accueil soient pris en considération. Si l'on veut que cela puisse se faire, il faut plus de cohésion dans la société. Et cette cohésion ne peut être atteinte que par une double démarche de la communauté religieuse – prendre part au débat public et garder une attitude d'ouverture à l'interaction avec d'autres groupes. À ce propos, il a également été dit que, pour se faire une identité, il n'y avait pas lieu d'entrer en opposition avec d'autres, et que cela ne contredisait pas l'idée d'édifier une société soudée. Dans ce contexte, un participant a souligné que la liberté d'expression impliquait également la responsabilité morale et que des valeurs fondamentales telles que la justice, l'égalité, la liberté, les droits de l'homme et le respect devaient prévaloir. Le dialogue et l'acceptation mutuelle fondés sur de telles valeurs pouvaient être réalisés en nouant des partenariats à tous les niveaux et entre toutes les parties concernées.

Les partenariats tendant vers la cohésion sociale et l'intégration

Les partenariats transversaux entre gouvernements et organismes publics, ONG et autres associations volontaires, groupes de migrants et migrants pris individuellement revêtent une énorme importance pour la manière dont les différents groupes cohabitent, pour la qualité du débat public sur la migration et pour la réalisation de la cohésion sociale. Plusieurs orateurs ont évoqué des modèles positifs de partenariat dans le

domaine de la coopération interconfessionnelle. Ils ont souligné l'importance des programmes d'assistance gérés par des communautés et des organisations religieuses pour tenter de mettre les migrants en mesure de jouir pleinement de l'égalité de droits dans tous les aspects de leur vie civile. Des communautés et des associations religieuses gèrent ainsi des programmes donnant accès au logement, à l'éducation, au marché du travail, à des conseils et des orientations à l'intention des migrants et des réfugiés, à une assistance juridique, et à une habilitation à former et soutenir des associations d'immigrés en les encadrant. Elles soutiennent ainsi des programmes linguistiques et des cours de formation professionnelle et viennent en aide aux migrants souhaitant étudier. Elles gèrent des centres d'accueil pour réfugiés et mineurs d'âge non accompagnés, pour les mères ayant des enfants en bas âge et pour d'autres groupes vulnérables. Ces associations jouent un rôle de soutien dans le processus d'intégration, et les gouvernements sont encouragés à promouvoir et faciliter ce rôle. Leur politique de se mettre au service des migrants indépendamment de leur appartenance religieuse va dans le sens du concept d'égalité entre les religions et du partage de nombreuses valeurs communes entre les différentes confessions. On apprend également aux nouveaux arrivés que l'appartenance religieuse est appréciée et respectée dans la société d'accueil. Un participant a cité l'exemple de la collaboration entre une synagogue et une mosquée mues l'une et l'autre par la volonté de coparrainer des familles de réfugiés sous les auspices d'une agence de réinstallation protestante. L'on voit ainsi que la coopération interconfessionnelle et les interactions transculturelles commencent au niveau des volontaires, des migrants et des personnels travaillant main dans la main.

L'approbation et l'encouragement de programmes conçus pour aider à la fois la société et les migrants dans le processus d'intégration servent aussi à promouvoir l'acceptation des différentes confessions et pratiques culturelles, et leur identification avec celles-ci, à la fois de la part des volontaires et des nouveaux arrivés, ce qui a pour effet de favoriser la tolérance et la compréhension mutuelles de part et d'autre, ainsi que

l'enrichissement réciproque des différentes communautés confessionnelles. De ce fait, différentes confessions et pratiques sont appelées à prendre part à la fabrication du tissu social au sens large, cessant d'apparaître comme un concept étranger qu'il convient de garder à distance, mais devenant au contraire partie intégrante des relations humaines et politiques d'un corps vivant.

Outre le fait de venir directement en aide aux immigrants, les organisations communautaires et religieuses donnent aux nouveaux arrivés, indépendamment de leur culte, une voix institutionnelle leur permettant d'exprimer leurs intérêts et leurs préoccupations face aux autorités. Pour autant qu'elles ne soient pas des entités isolées et qu'elles aient de bons liens avec le reste de la société, elles peuvent offrir une plate-forme de dialogue. Par ailleurs, les groupements communautaires et religieux ou les associations de migrants peuvent contribuer à éduquer et informer la société d'accueil concernant les pratiques des immigrants. En effet, un processus de compréhension mutuelle peut conduire à l'acceptation de part et d'autre. De cette façon, un compromis peut être trouvé sur la base duquel la société d'accueil et les immigrants peuvent adapter certaines de leurs pratiques aux réalités de leur environnement. L'acceptation des valeurs et des pratiques religieuses ne doit pas seulement être encouragée par les gouvernements, mais aussi par le grand public, dans les écoles et sur les lieux de travail. Il a été souligné que les migrants étaient généralement des personnes pragmatiques, prêtes à faire ce qu'il fallait pour atteindre leurs objectifs et subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, en apportant leurs compétences et leur appétit de travail à la société d'accueil.

Le rôle de la religion et des organisations religieuses dans l'intégration des nouveaux arrivés au sein de la société d'accueil a été défini plus précisément par un orateur estimant que les communautés confessionnelles constituaient des éléments responsables de la société civile organisée. En tant que tels, elles avaient l'obligation de s'investir activement pour favoriser la cohésion sociale par le respect des droits de l'homme et de la dignité de tous les êtres humains. Lorsqu'elles s'attellent à des problèmes de justice sociale et économique, soutiennent les

individus ou plaident en faveur de tel ou tel processus décisionnel au sein de groupes de défense, les associations religieuses ne doivent faire aucune distinction entre les migrants professant la même foi et ceux appartenant à d'autres confessions.

Pour permettre à ces associations de faire le relais entre les migrants et les sociétés d'accueil, les gouvernements doivent garantir une législation adéquate et appropriée tant dans les domaines de l'asile et de la migration que dans celui de la liberté religieuse. Il s'agit de trouver l'équilibre entre les besoins de toutes les communautés confessionnelles, le respect de la liberté de tous les citoyens et les valeurs considérées comme fondamentales pour la dignité des êtres humains et le fonctionnement de la société civile. Il a été souligné que la liberté de la pratique religieuse était la base de toute politique visant à intégrer les migrants de confessions différentes.

La sensibilisation des jeunes générations à la tolérance religieuse

L'éducation des jeunes d'aujourd'hui revêt une importance particulière dans la perspective de la quête de cohésion sociale. En effet, les jeunes ont de plus en plus tendance à considérer la migration comme une chose banale. Ils ont pris l'habitude de tirer parti de la mondialisation, qui rend accessibles les communications internationales et les transports comme jamais auparavant, et permet à quiconque de découvrir l'univers par les livres, la musique et les films de tous les continents. Tout en profitant de l'ouverture que leur offre ce monde nouveau où les distances ne cessent de se réduire, les jeunes doivent être sensibilisés à la diversité et à la pluralité religieuse qui accompagnent la mondialisation. Cela vaut tout autant pour les jeunes immigrés que pour les jeunes des sociétés d'accueil.

À cet effet, un orateur a souligné l'importance de l'enseignement du savoir-faire humain et des notions de

démocratie par le biais de ce que l'on appelle souvent « l'éducation à la citoyenneté ». Différentes activités d'une campagne ont été présentées pour illustrer comment des programmes pouvaient être adaptés afin de transmettre et de renforcer les valeurs de liberté, de responsabilité et de respect mutuel, d'empathie, d'acceptation des différences, de dialogue, de participation et de résolution des conflits. Ainsi, les projets concernant les écoles primaires et secondaires tendaient à promouvoir les matériels et les méthodes d'éducation à la citoyenneté. Des codes de conduite sont introduits dans les cours d'écoles et aux programmes des étudiants et des parents, et intégrés dans le système scolaire. Les activités sportives et autres dans les associations démocratiquement organisées sont encouragées en tant que véhicules d'inclusion et de compréhension mutuelle. Le dialogue entre les minorités ethniques et les représentants musulmans met l'accent sur la collaboration visant à favoriser l'intégration, le respect mutuel, les opportunités d'emploi, la citoyenneté et l'égalité entre les sexes, et à prévenir la radicalisation des jeunes au sein de groupes antisociaux ou extrémistes de quelque nature que ce soit. L'éducation (si possible libre) et les opportunités d'emploi, également pour les jeunes des minorités, ont été présentées comme des facteurs clés permettant d'éviter la marginalisation et autorisant au contraire la participation. Des parents et des jeunes des minorités pouvant servir de modèles sont envoyés dans les écoles, les entreprises et les institutions pour encourager l'éducation et l'emploi chez les jeunes et favoriser un recrutement plus mélangé. Des « bazars » de l'éducation encouragent les jeunes des minorités à suivre un programme d'enseignement ou à prendre des emplois dans certains secteurs en leur fournissant des informations et des conseils sur les opportunités en matière de formation et de carrière. Un soutien est donné aux associations de jeunes des minorités affichant des convictions libérales qui œuvrent dans le sens de l'intégration et pour les valeurs démocratiques, offrant ainsi une alternative à toutes les formes d'extrémisme antisocial. S'agissant de l'éducation religieuse à l'école, il a été proposé d'offrir un enseignement non confessionnel, tant pour les grandes religions de la société d'accueil que pour les autres.

Lorsqu'on analyse le lien entre l'éducation et l'intégration, la dynamique qui creuse l'écart entre les immigrés de la première génération et ceux de la seconde et des suivantes ne doit pas être ignorée. L'exemple des Pays-Bas montre que les immigrés turcs et marocains de la première génération qui sont arrivés dans ce pays en qualité de travailleurs sont restés très proches des pratiques et des valeurs culturelles de leur pays d'origine (souvent des zones rurales). Ils n'avaient que peu de contacts avec la population autochtone et nourrissaient l'espoir de rentrer un jour au pays. L'exemple en question révèle également un fort niveau de dépendance de ce groupe à l'égard de la sécurité sociale. La seconde génération, en revanche, est plus hétérogène et sa composition offre un éventail allant de personnes peu éduquées à des personnes jouissant d'un très haut niveau d'éducation et s'étant fait une place dans la société néerlandaise. S'ils peuvent avoir gardé l'identité de leur pays d'origine, les migrants de la seconde génération et des générations suivantes sont souvent nés dans le pays d'accueil, y ont été élevés et/ou éduqués ; ils en parlent la langue et en partagent les valeurs.

Au cours du débat, il a été souligné que le concept d'« intégration » ne présentait que peu d'intérêt dans ce contexte. Ce qui importait davantage qu'un processus d'acceptation mutuelle des valeurs et des pratiques, c'était de faire en sorte que ces jeunes, qui ne se considéraient plus eux-mêmes comme des immigrés, aient le sentiment de faire partie intégrante de la société d'accueil. Évoluant plus rapidement que leurs parents, ils réclament leur place dans cette société d'accueil au même titre que la jeunesse autochtone. De même que les jeunes immigrés, qui se sentent fréquemment déchirés entre deux cultures, les jeunes issus de l'immigration et appartenant à la deuxième génération ou aux générations suivantes sont particulièrement sensibles à l'exclusion sociale de la part de la société d'accueil. Dans cette situation - estimant qu'ils ne peuvent plus s'identifier à leur pays d'origine ni être acceptés par le pays d'accueil - ils peuvent être tentés de se raccrocher à quiconque leur tend la main, souvent sous des prétextes religieux. Les gouvernements doivent reconnaître la vulnérabilité de ces groupes et déployer des efforts particuliers pour les intégrer en améliorant leur situation de départ à l'aide de divers

programmes dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et des conditions de travail, entre autres.

Le triangle des médias, de la migration et de la religion

Le rôle et l'influence des systèmes modernes d'information et de communication et des grands médias dans le façonnement des perceptions publiques ne doivent pas être sous-estimés. Cela vaut aussi bien pour les jeunes que pour le public en général. On remarque que l'attention des médias pour la question migratoire s'est accrue au cours des cinq dernières années, accroissement qui s'est traduit par des articles de presse plus détaillés sur les questions migratoires. Par conséquent, il est intéressant d'examiner dans quelle mesure les médias influencent la perception publique de l'immigration, de la religion et de l'intégration, et s'ils reflètent correctement le débat politique en cours dans ce domaine.

D'une part, les médias ont une importante fonction dans le façonnement de la compréhension et des perceptions des communautés qui ne sont pas familières à la société d'accueil. Les participants ont formulé des observations à propos d'un certain nombre de rapports parus dans les médias concernant des questions liées aux migrations et à la diversité religieuse, rapports qui étaient entachés de partialité et de nature à conforter la population du pays d'accueil dans l'ignorance et à alimenter les sentiments xénophobes. (Il a cependant été confirmé par un participant d'un gouvernement qu'après un examen attentif de la couverture médiatique consacrée à la question migratoire dans ce pays au cours des dernières années, celle-ci était en fait apparue plutôt équilibrée). L'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) a montré que lorsqu'un discours négatif sur les migrants était lancé, il avait tendance à rester dans les esprits et se traduisait souvent en prédiction engendrant sa propre réalisation. Une attention particulière s'imposait à cet égard pour éviter les amalgames entre religion, migrations et questions sécuritaires.

D'autre part, les médias offrent aussi une plate-forme publique de débat sur les questions sociales. Cela veut dire qu'ils peuvent contribuer à la création et à la diffusion de messages et constituent un forum où l'on peut en débattre. La Fédération internationale des journalistes reconnaît le rôle important des médias dans la promotion de la tolérance et de la qualité en matière journalistique pour ce qui est de lutter contre les préjugés et l'appréhension erronée des cultures. Elle confirme que « les journalistes doivent être conscients de l'impact potentiel de leur travail, connaissant les appréhensions qui peuvent exister au sein des sociétés ». C'est pourquoi elle propose l'adoption de normes claires et neutres lorsqu'il s'agit de parler des minorités. La Fédération appelle en outre à des partenariats entre les médias et les communautés immigrées pour veiller à ce qu'il soit rendu compte des minorités de manière équilibrée et correcte, et aussi à la création de structures devant faciliter le dialogue entre les organes de presse et les minorités ou groupes de migrants. Ces derniers ont eux-mêmes été invités à approcher les médias de manière proactive pour s'assurer que l'image que l'on donne d'eux est correcte et authentique.

Il a été souligné à plusieurs reprises que les médias n'avaient pas pour fonction de stimuler les craintes ataviques de la société, mais qu'ils étaient en mesure de jouer un rôle de médiateur entre les immigrés et les sociétés d'accueil. Beaucoup restait encore à faire pour améliorer les choses dans ce domaine, car des recherches récentes avaient révélé que les migrants, notamment ceux de la deuxième génération et des générations suivantes, se sentaient fréquemment marginalisés par les médias traditionnels. Un orateur a illustré cette situation en examinant l'attitude des musulmans britanniques à l'égard des médias. Selon lui, un sentiment marqué de sous-représentation de la part des médias et dans les médias entraîne des relations tendues et médiocres avec les médias traditionnels et les institutions culturelles. Cela se traduit souvent par de la résignation et du cynisme, qui à leur tour provoquent une réorientation en direction des médias ethniques et de la diaspora, sinon vers l'alternative des médias « islamiques ».

Les médias islamiques, dont l'éventail s'étend des journaux traditionnels aux TICs (technologies d'information et de

communication), sont en train de créer un marché transnational dynamique et en expansion rapide. De nouveaux produits originaires de centres d'activités en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest viennent s'ajouter aux produits traditionnels des lieux anciens du monde islamique (Moyen-Orient et Asie du Sud). L'espace des médias islamiques contemporains est donc situé dans un réseau transnational complexe de flux de personnes, de capitaux, de marchandises, d'idées et de produits culturels. Reproduisant les contenus de toutes origines en provenance du monde islamique, dans une présentation à la fois multilingue et multiculturelle, il englobe à la fois les secteurs du marché traditionnel et du marché informel. En tant que tel, l'espace des médias islamiques sert d'infrastructure à la reconfiguration des identités musulmanes britanniques. Cela leur a permis de se positionner dans un espace islamique transnational, tout en les aidant à construire des espaces quotidiens locaux et significatifs. À ce titre, les médias islamiques aident les individus à dépasser leurs sentiments de sous-représentation, d'exclusion et d'aliénation, et leur proposent des matériels pour la reproduction de l'éducation et de la culture. Il a été souligné que cette création d'un espace élargi des médias islamiques résultant d'un paysage de médias divisé ne devait pas être vue comme un problème, mais plutôt comme une opportunité de dialogue. Les rencontres entre les médias « traditionnels » et les médias islamiques devaient être rendues plus faciles, sur la base d'une visibilité et d'une audibilité accrues.

Relever les défis

La religion touche à de nombreux aspects de la vie quotidienne des gens et concerne différents domaines de la législation et de l'administration publique, comme la santé, les conditions et la législation du travail, les relations entre sexes, l'alimentation, le comportement des consommateurs, le commerce et l'industrie, les activités culturelles et scientifiques. Cela vaut tout autant pour les populations des pays d'accueil que pour les populations immigrées. C'est pourquoi les gouvernements – et pas seulement dans les sociétés « post-séculaires » –, s'efforcent de trouver le moyen d'incorporer la

religion au discours politique public. Il leur incombe de gérer une diversité sociale grandissante, qu'alimentent encore les migrations, tout en maintenant la cohésion sociale. À cet égard, les domaines d'éducation à la tolérance et l'influence du travail des médias revêtent une importance particulière. Les participants ont souligné qu'il appartenait aux gouvernements de considérer s'il y avait des adaptations à effectuer au vu de la diversité religieuse, et dans quelle mesure, et aussi comment refléter la diversité locale dans la politique nationale. Cela étant, les besoins d'intégration diffèrent entre les migrants permanents, les migrants temporaires et ceux qui ont l'intention de retourner au pays et doivent pouvoir s'y refaire une place. Les exemples de partenariats ont montré que l'adaptation, le dialogue et la consultation favorisant l'inclusion de toutes les parties prenantes dans une approche partant de la base sont essentiels pour une meilleure intégration des migrants. Nous sommes aujourd'hui invités à réagir aux défis posés par l'ère des migrations transnationales en apprenant à vivre avec les différences et à nous en réjouir, tout en identifiant et renforçant les liens qui peuvent maintenir nos sociétés soudées.

Messages clés

- La reconnaissance de la culture et de la religion des migrants ne doit pas être vue comme un privilège, mais comme un droit – cela peut remettre en question les politiques traditionnelles d'intégration et exige de la part des décideurs politiques une réflexion créative et non routinière.
- Tous les participants se sont entendus pour prôner un engagement plus large en faveur de valeurs communes et constantes telles que la justice, l'égalité, la liberté et les droits de l'homme.
- Les migrants issus de sociétés où les religions jouent un rôle fondamental peuvent avoir besoin d'un soutien spécifique pour s'intégrer dans des pays où la diversité socioculturelle est plus marquée

- La façon dont un pays hôte envisage l'intégration peut déterminer si la religion deviendra un facteur d'isolement ou, au contraire, confèrera aux immigrés un sentiment d'appartenance.
- Faute d'acceptation par la société majoritaire, les migrants peuvent se mettre en quête de respect auprès de leur propre communauté en adoptant des normes et des coutumes morales plus traditionnelles.
- La pluralité religieuse des immigrés ne doit pas être vue comme un obstacle à leur intégration, pour autant qu'on leur donne la possibilité d'avoir des identités multiples et une culture incorporant des éléments divers.
- Les programmes d'assistance gérés par les communautés et les organisations religieuses peuvent avoir un impact significatif sur l'encouragement du plein accès à l'égalité de droits dans tous les aspects de la vie civile des migrants.
- La pratique des organisations religieuses consistant à se mettre au service des migrants et à leur venir en aide indépendamment de leurs convictions religieuses peut favoriser la prise de conscience du fait qu'aucune religion ne se place au-dessus des autres et qu'elles partagent toutes de nombreuses valeurs fondamentales.
- L'approbation et l'encouragement de programmes visant à aider à la fois les membres de la société et les immigrés dans le processus d'intégration contribuent également à promouvoir l'acceptation des différentes confessions et des pratiques culturelles – et l'identification avec ces confessions et ces pratiques – par les volontaires et les nouveaux arrivés, ce qui favorise la tolérance mutuelle et la compréhension de part et d'autre, ainsi que l'enrichissement mutuel des différentes communautés confessionnelles. De ce fait, des fois et des pratiques différentes trouvent leur chemin dans le tissu social d'ensemble et cessent d'apparaître comme des concepts étrangers qu'il s'agit de tenir à distance, pour faire partie intégrante des relations humaines et politiques de cet ensemble.
- La prise en compte des valeurs et des pratiques religieuses doit être encouragée, non seulement au sein des gouvernements et par leur intermédiaire, mais aussi par les employeurs sur les lieux de travail.

- L'enseignement aux jeunes générations des compétences humaines et de la démocratie par « l'éducation à la citoyenneté » s'est révélé très utile dans certains contextes.
- En analysant le lien entre éducation et intégration, il s'agit de ne pas ignorer la dynamique qui a creusé l'écart entre la situation des migrants de la première génération et celles des migrants de la seconde génération et des générations suivantes.
- Les médias sont en mesure de jouer un rôle important de médiateur entre les immigrés et les sociétés d'accueil.

FINAL REPORT OF THE CONFERENCE

“Migration and Religion in a Globalized World”, a conference organized jointly by the Ministry in charge of the Moroccan Community Residing Abroad and the International Organization for Migration (IOM), was held in Rabat, Morocco, on 5-6 December 2005, under the high patronage of His Majesty, King Mohammed VI of Morocco.

The main objective of this two-day meeting was to explore the role of religion in the migration process to assist policymakers to better understand the dynamics involved and their interaction, and so to inform official policy.

The discussions focused on five principal themes: exploring the relationship between migration and religion; the role of religion in the migration process; younger generations and religious tolerance, and the role of the media in order to gain a better understanding of the interaction between religious values and practices and the migration process as such, and how religion and religious communities may constitute a vital resource for migrants trying to adapt to a new community.

The conference was attended by representatives from 56 countries and 23 intergovernmental and non-governmental organizations, and included speakers from governments, academic institutions and NGOs, as well as migrants and personalities representing various faiths. There was strong evidence of a broad-based commitment within the various faiths to common and constant values of justice, equality, freedom and human rights.

The meeting was organized into panel discussions of the various topics on the agenda, followed by plenary sessions.

The presentation of this report reflects the topics on the agenda of the conference, as each panel discussion and supporting documentation is presented. The following summary serves as an introduction to the discussions and the analysis of the various items discussed by the conference participants.

Synopsis

During the discussions it became clear that contemporary migration had to be understood as a relationship that links migrants to both their countries of origin and of destination. It was equally acknowledged that migrants therefore often identified with more than one, or only their original set of values and cultural affinities, and that religion played an increasingly important role as a defining factor. The importance of the linkages between migration and religion and their acknowledgement was therefore recognized as a central element in the formation of cohesive societies.

While participants did not define “successful integration”, it was generally confirmed that “successfully integrated” migrants often will have been involved not only in community activities, but also in religious organizations. An environment of cultural and religious tolerance is the prerequisite for such participation. In order to maintain social cohesion in the face of growing diversity, the sensitization of younger generations to religious tolerance, as well as the fair and balanced portrayal of migration and religious diversity by the media require particular attention in host societies.

The conference themes were addressed against a background of several broad contextual issues. Numerous references were made early in the discussions to the September 11 attacks in the US and the subsequent tightening of security policy. Many participants expressed their view that to automatically associate crime or terrorism with religion was wrong and unjustified. It was repeatedly emphasized that terrorist acts such as those committed in New York, Washington, D.C., Madrid and

London were a crime against humanity and should be perceived as such. Participants stressed the need for caution and sensitivity when linking religion with terrorist acts.

Participants illustrated that Muslim migrants often lived in a climate of “Islamophobia”, where ignorance, suspicion and fear based on appearances potentially led to intolerance and their exclusion from host societies, and emphasized that the social, cultural and religious heritage of migrants be respected in their home and host countries. In particular, such mutual tolerance should be part of a broader commitment to common and constant values such as justice, equality, freedom and human rights agreed on by all parties.

One participant warned against wrongly associating religion with the recent clashes between descendants of North African migrants and French police in French suburbs and pointed out that such radicalization was first and foremost the result of social and economic exclusion, disenchantment and unemployment.

As the global media accords increasing attention to the human dimension of migration, the question of religion has also become central to the integration debate. The background considerations of contemporary world events, as well as the main debate at the conference, clearly showed that migration and religion were rapidly evolving policy domains. Within this dynamic environment, governments are faced with the challenge to manage increasingly heterogeneous societies and religious pluralism. In managing this diversity of faith, governments should try to ensure that the social capital migrants bring with them in the form of religious values and practices is realized. This required new ways of thinking and new sets of policies.

Religion in the context of transnationalism

During the discussion that followed it was emphasized that migration should be viewed through a transnational lens. It

should no longer be assumed that religion and culture were nationally grounded, nor that individuals and groups organized themselves only within national borders. Religious groups that were once tightly connected to one immigrant community have disengaged themselves, abandoning their commitment to that group in favour of a more universal and inclusive approach. Migrants may be active in the economic, social and political lives of their home countries while simultaneously establishing themselves in their new host countries. Sometimes ties between migrants and non-migrants in the home country are so strong that migration also radically transforms the lives of individuals who stay at home. With the fate of those in the homeland and their migrant family members in the host country closely linked, religious, social and political groups begin to operate across borders. As a result, a “transnational public space of reference and debate” (anthropologist John Bowen) is created.

Migrants not only maintain closer ties to their homelands, they also no longer follow the traditional model of one-way trajectories from the country of origin to a single new host country. The transnational migrant is a category of migrant who regularly moves from one country to another without necessarily choosing or really leaving any of them. The paths of these men and women can be complicated, made up of several stopovers between outward and return journeys. They manage diverse identities and assimilate local cultures, while still maintaining their original ones. Nations, themselves only comparatively recent creations, can lose their prominent role in identity construction.

This new type of migration is sometimes viewed in the same vein as international trade and the freedom of movement of capital, goods and services. The principle on the basis of which persons may be precluded from being multinational, while legal personalities, such as enterprises, may freely move across borders was questioned. What is more, with the multiplication of transnational migrants and the increased movement of people in all directions, the gain migrants represent for contemporary societies should be acknowledged. It was suggested that this should be followed by acknowledging the culture and religion

of migrants and that this should not be considered a privilege, but a right, which may put traditional integration policies into question.

Ensuing discussions further emphasized that in the transnational age of migration, these considerations no longer applied to permanent migrants only. It should be taken into account that permanent immigrants, temporary migrants and migrants seeking reintegration after returning to their home countries had different integration needs, which needed to be addressed accordingly.

The role of religion in the migration process

The growing diversity of migratory flows into societies, issues emerging from growing religious pluralism, and a more general awakening of interest in religion worldwide have given rise to a recent renewal of attention to the relationship between migration and religion, and the role of religious affiliations in the integration process. Some participants stressed that the world had entered a *post-secular* era. Instead of bringing about the progressive abandonment of religious beliefs, modernization had thus generated a religious plurality which claimed its rightful space in public discourse. The difference between the laicity under which equal respect for all faiths was ensured, and laicism, where such tolerance turned into opposition or indifference to all religions, was referred to. One speaker pointed out that by relegating religion to the realm of the privacy of the home and ignoring it, secularism in Europe had “left issues unresolved”. The difficulties of integrating religiously diverse migrants did not disappear if diversity turned into indifference to religion-related issues.

Furthermore, it is essential to bear in mind that states handle the relation between state and religion in different ways. Those migrants moving from one state-religion relationship to a different one may experience particular challenges in the integration process. The religious needs, strong convictions and

values a person is carrying may create conflicts with the rules and way of life in the host country. This divergence may be aggravated if religious institutions of the country of origin continue to influence the life of migrant communities in the country of immigration. Moreover, migrants originating from societies where religions play a key role may need specific support to integrate themselves in countries where socio-cultural diversity is more pronounced.

If they are not provided adequate support in their integration efforts, or if they feel isolated and in need of reaffirming their identity, migrants may move away from more modern religious values and practices observed in their country of origin towards more traditional ones in the host country.

With reference to the role of religion for the individual migrant, one speaker quoted Hirschman,¹ who defined the role of religion for immigrants as providing the three Rs: **R**efuge, **R**espectability and **R**esources. Indeed, newly arrived migrants are not yet familiar with the host society and face new challenges and often an unpredictable future. While seeking to integrate into the host society, they must reorganize their lives in the new environment and often have to learn new ways and a new language. Through the practice of faith as part of a community, religion can be a binding force among migrants. Religious affiliation and participation can thus serve as a *coping mechanism* providing much needed social capital and a sense of belonging and security for migrants. Social capital refers to the actual or potential resources that arise from the social networks to which one belongs. These networks created by shared religious identities and practice not only provide an emotional and spiritual connection, but also help migrants achieve material objectives by providing non-spiritual fellowship and practical assistance to cope with the challenges they face. Through formal and informal mechanisms, religious communities may thus offer help in finding employment, in furnishing information about

¹ HIRSCHMAN, Charles, The Role of Religion in the Origin and Adaptation of Immigrant Groups in the United States, *International Migration Review*, 38, 3 (2004) 1126-1159.

social services or even in providing the social services themselves, in fostering community orientation and in providing a place for social interactions – a function which is especially important when an immigrant’s legal status may preclude him or her from receiving services from the state or make it impossible to seek such services even when available owing to fear of deportation.

Personal testimonies by migrants at the conference confirmed that religion and faith can help a migrant to adjust to and fit into a new cultural and community system, make friends with people from different backgrounds and to appreciate and value the rich cultural diversity of the host society while also gaining a sense of belonging. An example of Somali migrants in Finland further illustrated that migrants may become more religious in their new host society than they were in their home country. Religion can become an important part of the identity of migrants when faced with the need to defend their identity, even if their interest in religious matters before leaving the home country had not been very strong. Most notably, the approaches to integration pursued by the host country may determine whether this part of identity will become a positive or negative element in the personal integration process, whether religion will become an isolating force or a possibility to find a sense of belonging.

Where the host society expects migrants to totally assimilate, adapting to the cultural values and norms of behaviour of the majority society in a one-sided process, there is a danger that ghettos or “religious silos” will emerge, in which migrants become isolated from what they perceive to be a hostile and discriminatory environment. Lacking acceptance by the majority group, migrants might try to find more respect within their own communities by adopting more traditional moral standards and customs. Where an open and tolerant host society offers migrants the possibility for mutual accommodation, migrants may rethink, but also retain, their cultural-religious values and practices and contribute to a common set of fundamental values. Most significantly, it was emphasized that the religious diversity of immigrants need not be considered a threat to their integration, provided they are given the possibility to develop

and sustain multiple identities and live in a culture which incorporated elements from various settings.

The importance of migration and religion in creating cohesive societies

It was pointed out that successful integration had not only religious and cultural, but also social and economic dimensions, which need to be composed harmoniously. The term “integration” must not be confused with acculturation or assimilation. Interaction, concord and acceptance should be sought instead – by perceiving the migrant’s culture as neither inferior nor worse, while seeing the positive aspects and concordance with the host country’s culture. If this is to be achieved, the creation of a cohesive society is a necessary prerequisite. Achieving a cohesive society requires a double movement from the perspective of the religious community – offering a contribution to public discussion and remaining open to interaction with other groups. It was added that identity building did not mean being in opposition to others, nor did it contradict the idea of building a cohesive society. In this context one participant stressed that freedom of expression also involved moral responsibility and that fundamental values like justice, equality, freedom, human rights and respect had to prevail. Mutual dialogue and accommodation based on these values can be achieved through the building of partnerships at all levels and among all parties concerned.

Partnerships for social cohesion and integration

Cross-cutting partnerships between governments and public bodies, NGOs and other voluntary associations, migrant groups and migrants are of tremendous importance for the way in which different groups can live together, for the quality of public debate about migration and for achieving social cohesion. Several speakers mentioned positive models for partnerships in

the area of inter-faith cooperation. They stressed the significance of assistance programmes run by communities and religious organizations in promoting full access to equal rights in all parts of migrants' civil life. Communities and religious associations ran programmes on access to housing, education, the labour market, counselling for migrants and refugees, legal assistance, and empowerment by leadership training and support to migrant associations. They promoted language schools and courses for vocational training and supported migrants who wanted to study. They ran homes for refugees and for unaccompanied minors, for mothers with small children and other vulnerable groups. These associations play a supportive role in the integration process, and governments are encouraged to promote and facilitate their role. Their practice of serving migrants regardless of their religious backgrounds can promote the concept that no one religion is valued over another and that there are many values which are shared among different religions. Newcomers are also taught that religiosity is valued and respected in the host society. An example mentioned the collaboration between a synagogue and a mosque as co-sponsors of refugee families under the auspices of a Protestant resettlement agency. Inter-faith cooperation and cross-cultural interactions thus start at the level of volunteers, migrants and staff working together.

The endorsement and encouragement of programmes designed to assist both society and the migrants in the integration process also serve to promote the acceptance of, and identification with, various faiths and cultural practices by both the volunteers and the newcomers, thus inviting and fostering mutual tolerance and understanding on both sides, and the reciprocal enrichment of different faith communities. Different faiths and practices are thus invited into the larger social fabric and are no longer an alien concept to be held at bay, but become part of the living body politic and human relations.

In addition to providing direct assistance to immigrants, community and religious organizations give newcomers, regardless of their denominations, an institutional voice to express their interests and concerns to the authorities. Provided

they are not isolated entities and have good links with the rest of society, they can offer a platform for dialogue. Furthermore, community, religious or migrant groups can work to educate and inform the host society about migrant practices. Indeed, a process of mutual understanding can lead to accommodation on both sides. In that way a compromise can be found on the basis of which the host society and migrants can adjust some of their practices to the realities of their environment. Accommodation of religious values and practices is not only to be encouraged in governments, but also in the general public, in schools and in the workplace. It was stressed that migrants were generally practical people who would do what was needed to attain their goals of making a living for themselves and for their families, thereby also contributing their skills and will to work to the host society.

The role of religion and religious organizations in integrating newcomers into the host society was further defined by one speaker by arguing that faith communities formed responsible parts of the organized civil society. As such, they had the duty to be active players advocating social cohesion through respect of human rights and the dignity of all human beings. While working for issues of social and economic justice, supporting the individual or lobbying decision-making processes in the form of advocacy groups, religious associations need not distinguish between migrants of their own and those belonging to other faiths.

In order to allow these associations to act as bridge-makers between migrants and the host societies, governments need to guarantee adequate and appropriate legislation both on migration and asylum issues and on religious freedom. A balance must be struck between the needs of all faith communities, respect for the freedom of all citizens and the values considered fundamental for the dignity of human beings and the functioning of civil society. It was stressed that freedom of religion was the basis of any policy aiming at integrating migrants with diverse religious backgrounds.

The sensitization of young generations to religious tolerance

The education of today's youth is of special importance in achieving the aim of social cohesion. Indeed, young people increasingly see migration as an unremarkable event. They are used to taking advantage of a global world where international communication and transportation are available as never before, and where lives are lived through books, music and films that span all continents. While profiting from the opening offered by our constantly shrinking world, young people must be sensitized to appreciate the diversity and religious plurality that go along with globalization. This applies as much to migrant youth as to youth in host societies.

To this effect, one speaker emphasized the importance of teaching human skills and democratic competencies through what is often referred to as "citizenship education". Various activities of a campaign were presented to illustrate how curricula could be adapted to transmit and strengthen the values of freedom, responsibility and mutual respect, empathy, acceptance of differences, dialogue, participation and conflict resolution. Thus projects at primary and secondary schools were promoting materials and methodologies for citizenship education. Codes of conduct were introduced in the school grounds and on the boards of student and parents, and integrated into the school system. Sports and other activities in democratically organized associations were fostered as a vehicle for inclusion and mutual understanding. Dialogue between ethnic minority and Muslim representatives focused on collaboration to foster integration, mutual respect, job opportunities, citizenship and gender equality and to prevent the radicalization of youth into antisocial or extremist groups of whatever kind. Education (if possible, free) and job opportunities, also for minority youth, were stressed as key factors to avoid marginalization and obtain participation instead. Parental and minority youth role models were sent to schools, enterprises and institutions to encourage education and employment for the youngsters and to promote more diverse recruitment. Education bazaars supported minority youth to

take up education or jobs in certain sectors by providing them with information and counselling on educational and career opportunities. Support was given to liberally minded minority youth associations working for integration and democratic values and acting as an alternative to anti-social extremism of whatever form. With regard to religious education at school, it was proposed to offer non-confessional teaching both regarding the major religions of the host society as well as other religions.

In analysing the link between education and integration, the dynamics differentiating the situation of first-generation migrants from second and subsequent migrant generations must not be ignored. The Dutch example illustrates that the first generation of Turkish and Moroccan migrants who arrived as guest workers, continued to adhere strongly to the practices and cultural values of their countries of origin (frequently rural areas). They had few contacts with the native population and expected to eventually return to their home countries. It also revealed a high dependence on social welfare payments among this group. The second generation, however, was more heterogeneous and ranged from the lower educated to very highly educated members of Dutch society. While they may maintain the identity of their country of origin, migrants of the second and subsequent generations were often born, raised and/or educated in the host country, spoke its language and shared its values.

During the discussion it was emphasized that the concept of “integration” was only of limited value in this context. What was more important than a process of mutual accommodation of values and practices was to make these young people, who no longer saw themselves as migrants, feel part of the host society. Developing more rapidly than their parents, they were claiming a place in the host society on the basis of equality with native youth. Just as migrant youth, who often found themselves torn between two cultures, second and later generation migrants were particularly sensitive to social exclusion from the host society. In this situation – feeling that they no longer identified with their country of origin nor as being accepted by their host country – they might indiscriminately grasp at whatever reaches

out to embrace them, often under religious pretexts. Governments need to recognize these groups as vulnerable and make special efforts to integrate them by improving their starting positions through programmes in areas such as education, labour and living conditions.

The media, migration and religion triangle

The role and impact of modern information and communication systems and the mass media in shaping public perceptions must not be underestimated. This holds true as much concerning the youth as the public in general. Notably, media attention on migration has been increasing over the past five years, a rise accompanied by more detailed reporting on migration issues. It is therefore of interest to examine to what extent media influence the public perception of migration, religion and integration, and whether they correctly reflect the ongoing political debate on these issues.

On the one hand, the media have a meaningful function in shaping the understanding and perceptions of communities unfamiliar to the host society. Participants commented on the number of media reports on migration-related issues and religious diversity which were unbalanced and which reinforce ignorance and xenophobic sentiment among host societies. (However it was confirmed by one government participant that a review of migration-related media coverage in that country over the past year was, in fact, fairly balanced.) The European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC) demonstrated that once a negative discourse on migrants was launched, it was generally upheld and ended in a self-fulfilling prophecy. In this context, special attention was further needed to prevent a blending between religion, migration and security issues.

On the other hand, the media also offer a public platform to discuss social questions. This means that they can contribute to the creation and dissemination of messages and constitute a

forum where these messages are discussed. The International Federation of Journalists recognizes the important role of the media in the promotion of tolerance and quality in journalism to fight against prejudices and cultural misunderstandings. The Federation confirms that “journalists must be aware of the potential impact of their work, given the apprehensions which can exist among societies”. This is why it proposes the establishment of clear and neutral standards on minority reporting. In addition, the Federation calls for partnerships between media and immigrant communities to ensure balanced and correct reporting, as well as the creation of structures to facilitate dialogue between press organs and minority or migrant groups. The latter were themselves also asked to approach the media proactively to ensure that the image portrayed was fair and genuine.

It was repeatedly emphasized that the media did not exist to stimulate atavistic fears present in a society, but that they were in a position to play a mediating role between immigrant and host societies. There was still much room for improvement in respect of this responsibility, as recent research revealed that migrants, including those of the second and later generations, often felt marginalized by the traditional media. One speaker illustrated this situation by examining British Muslims’ attitudes towards the media. Particular feelings of under-representation by and in the media led to a poor and strained relationship with the mainstream media and cultural institutions. This often resulted in resignation and cynicism, which in turn provoked a reorientation towards ethnic and diaspora media or towards alternative “Islamic” media.

Islamic media, ranging from traditional newspapers to ICTs, were creating a dynamic and rapidly expanding transnational market. New products coming from North American and Western European centres of activity were added to traditional ones produced in the older parts of the Islamic world (Middle East and South Asia). The contemporary Islamic media space was thus situated within a complex transnational web of flows of people, money, goods, ideas and cultural products. Reproducing content from all over the Islamic world, in both a

multilingual and multicultural way, it is comprised of both commercial and informal market sectors. As such, the Islamic media space served as an infrastructure for the reconfiguration of British Muslim identities. It allowed them to position themselves in a transnational Islamic space, while at the same time helping them to construct meaningful, local, everyday spaces. As such it was serving the individual to overcome the feeling of under-representation, exclusion and alienation, and included materials for education and cultural reproduction. It was highlighted that this creation of an extended Islamic media space resulting in a divided media landscape need not be seen as a problem, but as an opportunity for dialogue. Based on increased visibility and audibility, encounters between the “mainstream” media and the Islamic media need to be facilitated.

Responding to the challenges

Religion touches on many aspects of peoples’ daily lives and affects different areas of legislation and public administration, such as health and healthcare, working conditions and labour legislation, gender relations, food, consumer behaviour, commerce and industry, cultural and scientific work. This holds true for both host and migrant populations. Not only in “post-secular” societies, governments are therefore trying to work out how to include religion in public policy discourse. Their task is to manage increasing social diversity accelerated by migration while maintaining social cohesion. In this respect, the areas of education for tolerance and the influence of media reporting are of particular importance. The discussion emphasized that governments need to consider whether or how much accommodation is needed for religious diversity, and how to reflect local diversity in national policy. At the same time, integration needs are different for permanent migrants, temporary migrants and those who intend to return to their home countries and need to be re-integrated there. Partnership examples demonstrated that accommodation, dialogue and consultation fostering the inclusion of all stakeholders in a

bottom-up approach are essential to promote the better integration of migrants. We are now asked to respond to the challenges posed by the transnational age of migration by learning to live with and welcome differences, while identifying and strengthening those ties that hold our societies together.

Key messages

- The recognition of migrants' culture and religion should not be viewed as a privilege, but as a right – this can put traditional integration policies into question and requires some creative “outside-the-box” thinking by policymakers.
- A broader commitment to common and constant values such as justice, equality, freedom and human rights was agreed on by the participants.
- Migrants originating from societies where religions play a key role may need specific support to integrate themselves in countries where socio cultural diversity is more pronounced.
- Approaches to integration pursued by the host country may determine whether religion will become an isolating force or a possibility to find a sense of belonging.
- Lacking acceptance by the majority society, migrants might try to find more respect from their own communities by adopting more traditional moral standards and customs.
- Religious plurality of immigrants need not be seen as an obstacle to their integration, provided they are given the possibility to sustain multiple identities and live a culture which incorporates diverse elements.
- Assistance programmes run by communities and religious organizations can have a significant impact on the promotion of full access to equal rights in all parts of migrants' civil life.
- The practice of religious organizations to serve and assist migrants regardless of their religious backgrounds can promote the acknowledgement that no one religion is valued more than another, and that they shared many fundamental values among them.

- The endorsement and encouragement of programmes designed to assist both society and the migrants in the integration process also serve to promote the acceptance of, and identification with, various faiths and cultural practices by both the volunteers and the newcomers, thus inviting and fostering mutual tolerance and understanding on both sides, and the reciprocal enrichment of different faith communities. Different faiths and practices are thus invited into the larger social fabric and are no longer an alien concept to be held at bay, but become part of the living body politic and human relations.
- Accommodation of religious values and practices should be encouraged not only in and through governments, but also by employers in the workplace.
- Teaching human skills and democratic competencies to younger generations through “citizenship education” has been of great benefit in some contexts.
- In analysing the link between education and integration, the dynamics differentiating the situation of first-generation migrants from second and subsequent migrant generations must not be ignored.
- Media are in a position to play an important mediating role between immigrant and host societies.

Annexes

INTERVENTION DE MADAME LE MINISTRE À LA CONFÉRENCE SUR L'ÉMIGRATION ET LES RÉALITÉS DE LA RELIGION À L'ÈRE DE LA MONDIALISATION

Je voudrais évoquer deux points relatifs au texte que nous avons reçu sur le thème de cette Conférence, avant de passer à l'intervention proprement dite.

Nous avons un bureau de l'Organisation de l'Émigration avec lequel nous collaborons, en tant que Ministère des Expatriés. Nous parlons, en réalité, devant cette assemblée, en tant qu'instance unique formée du Ministère et de l'Organisation de l'Émigration dont le rôle est de comprendre les défis auxquels le monde de l'émigration se trouve confronté et d'œuvrer à la recherche des solutions appropriées. C'est sur cette base que je souhaite donc intervenir.

Nous lisons dans le texte qui nous a été soumis que les précédentes études avaient négligé le rôle de la religion dans l'émigration et que le moment est venu de se pencher sur la question. J'estime, pour ma part, que le rôle de la religion au sein des communautés immigrées n'était pas aussi important, dans le passé, et que c'était la question de la culture qui avait le plus d'importance. La discrimination religieuse contre les émigrés est un phénomène récent.

Le texte présenté à la Conférence part également de l'idée que les expatriés viennent de sociétés « monoconfessionnelles », qu'ils ne sont donc pas habitués à la diversité religieuse, et que les pays d'accueil ont des difficultés à intégrer ces nouveaux venus au sein d'une société pluriculturelle. Pour moi, je dis, en tant que femme arabe, venue de Syrie, que les émigrés arabes,

qu'ils soient originaires de la Syrie, du Liban ou de tout autre pays arabe ou musulman ont été habitués à vivre l'expérience de la diversité religieuse, depuis l'époque andalouse. Jusqu'à ce jour on trouve, dans un pays comme la Syrie, la plus vieille synagogue du monde qui côtoie les plus anciennes églises et mosquées du monde. Nous sommes des sociétés profondément accoutumées à la coexistence et à la diversité. C'est l'Occident qui n'a pas l'habitude de la diversité. L'Islam y représente une réalité nouvelle, et il incombe à l'Occident de comprendre qu'il vit actuellement l'expérience de la diversité religieuse et que les problèmes que connaissent actuellement les immigrants vivant dans les pays occidentaux relèvent pour la plupart du fait que, dans des régions précises, certains groupes ne se sont pas vraiment adaptés à la société qui les a accueillis. Ce sont ces groupes qui connaissent des problèmes. Et c'est alors que commence le retour en force vers l'appartenance et vers la tradition religieuses, retour qui ne se serait pas produit si une interaction avait pu exister entre ces populations et leur milieu d'accueil. Je voudrais, à cet égard, donner un exemple : voilà deux siècles, qu'avait commencé l'émigration arabe vers des pays d'Amérique latine, comme le Brésil, l'Argentine, le Chili et bien d'autres ; or, il n'existe actuellement aucun problème religieux en rapport avec ces expatriés d'origine arabe installés dans cette partie du monde. Ces hommes ont créé des écoles, des clubs, ils ont construit des hôpitaux et des dispensaires, en s'inspirant de leur patrimoine spirituel. Ils se sont épanouis en symbiose avec la culture des pays d'accueil, si bien que l'Amérique latine est devenue un véritable creuset où la culture et la spiritualité islamo-chrétiennes se mélangent avec la culture des populations autochtones.

L'institution hospitalière syro-libanaise est la seule au monde à soigner les maladies, non seulement au plan physiologique mais aussi au plan spirituel. Elle a été créée par des femmes libano-syriennes, en 1920, sur la base d'une philosophie de la médication par les voies physio-spirituelles. Les Arabes d'Amérique latine ne se perçoivent pas comme des expatriés ou de nouveaux arrivants mais comme des citoyens pleinement associés à l'édification de leurs pays respectifs.

Je pense que le facteur qui a le plus influé sur le rapport entre religion et émigration est lié aux événements du 11 septembre et à l'élargissement de l'aire des actions terroristes dans le monde. Le plus grave dans cette affaire est qu'à la suite de ces événements un discours s'est développé et des législations et pratiques ont été adoptées qui donnent à croire que tous les musulmans seraient des terroristes. L'expression *terrorisme islamique* a ainsi été inventée qui est en soi une expression raciste car il n'existe pas de terrorisme islamique. J'ai lu, il y a deux jours, que les accidents d'avions et de voitures dans les pays occidentaux faisaient 400 fois plus de morts que les actions terroristes : allons-nous, pour en finir avec ces accidents cesser de prendre l'avion et ranger les voitures dans les garages ? Prétendre qu'une guerre a été déclenchée pour vaincre le terrorisme est en soi la même chose que de prétendre « vaincre » les accidents de la route, surtout si l'on a voulu que cette guerre oppose une religion à une autre, les fidèles d'une confession aux fidèles d'une autre confession.

Là est toute la gravité de la question. Il existe des millions de musulmans qui se battent quotidiennement contre le terrorisme. Car qu'est-ce que le terrorisme ? Le terrorisme est un crime contre l'humanité, et il n'y a, à ce niveau, aucune différence entre ceux qui ont fait exploser des bombes dans un hôtel, en Jordanie, et tué Mustapha Al Akkad et ceux qui ont perpétré l'attentat contre un immeuble dans l'État de l'Oklahoma et tué des enfants. Tous sont des terroristes : alors, pourquoi qualifier les uns de ce nom et pas les autres ?

Le terrorisme est un crime contre des victimes innocentes. Tous les croyants, tous les êtres normalement constitués, qu'ils soient musulmans, chrétiens ou juifs, se dressent contre ces crimes. Telle est la véritable approche que nous devons tous adopter et tel est le discours que nous devons tous ensemble tenir, plutôt que de faire des musulmans en Europe et en Amérique un problème parce qu'il existerait un soi-disant Islam terroriste. Il n'y a pas d'islam terroriste ! Les musulmans en Amérique et en Europe ce sont des médecins, des chercheurs, des savants, des ingénieurs, des hommes qui participent admirablement à l'édification de la civilisation, de la prospérité,

du progrès, dans ces régions du monde. Comment admettre qu'il soit fait recours à des législations discriminatoires contre les musulmans, que ceux-ci soient enfermés sans jugement dans des camps de détention, que l'expression « placer en détention les personnes suspectes » soit devenue une expression parfaitement recevable dans le monde d'aujourd'hui et que des milliers d'hommes soient jetés en prison rien que parce qu'ils sont suspectés ? Est-il concevable que le monde se transforme en une vaste prison pour suspects ? Et, dans ce cas, où est la justice et où est la primauté de la loi ?

Ce que je veux dire c'est qu'il existe un problème au niveau des pays d'accueil. Nul ne dirait, devant tel événement : un juif britannique a assassiné... Alors pourquoi dit-on volontiers qu'un musulman britannique a commis, « ce jour », un meurtre ? Personne ne dit qu'il existe à Londres un terrorisme catholique venu d'Irlande, alors pourquoi parler d'un terrorisme islamique dans la capitale britannique ? Ne s'agit-il pas, dans les deux cas, d'un même crime ? La discrimination qui frappe l'Islam et les musulmans, au nom du terrorisme, est inadmissible. La stratégie de lutte contre le terrorisme doit se fonder sur la coopération des juifs, chrétiens et musulmans, partout dans le monde. Aucune race ou religion ne doit faire exception, et je dirais, pour ma part, à votre honorable assemblée que les prémices de menées racistes commencent à apparaître et à prendre partout des formes dangereuses. Voici quelques jours, en Italie, de grands joueurs à la peau foncée ont été la cible, dans un stade, de propos et injures racistes et ont failli quitter le terrain. C'est bien la discrimination à l'encontre des musulmans qui risque d'attiser les sentiments racistes dans le monde, et ce ne sont pas alors les seuls musulmans qui risquent d'en devenir les victimes mais les juifs aussi et les chrétiens. Le monde sait comment les premières manifestations de racisme ont surgi, en Allemagne, sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, et comment ces manifestations ont conduits à l'élimination de millions d'êtres humains.

Aussi faut-il que nous renoncions, tous, à la stratégie évoquée dans le texte de présentation, que nous la combattions et que nous abordions la question de l'émigration en partant du fait

que ces émigrés appartiennent à une culture digne du respect, qu'ils ont l'expérience de la pluralité et disposent d'énormes potentialités, que des voies doivent leur être ouvertes afin qu'ils soient réellement partie du tissu social des pays d'accueil. A-t-on jamais vu, où que ce soit, qu'une jeune élève soit interdite d'accès à l'école pour la simple raison qu'elle porte un foulard ? En Syrie, et depuis le dix-septième siècle, musulmans et chrétiens peuvent pénétrer à l'intérieur de la mosquée des Omeyyades, les premiers se mettant alors à droite et les seconds à gauche pour faire la prière. Nous croyons tous en un même Dieu, et il est inadmissible que l'on me juge sur ma seule apparence vestimentaire pour décider si je suis quelqu'un de civilisé ou d'arriéré. J'aurais aussi bien pu me présenter devant vous, aujourd'hui, revêtue du voile, tout en disposant des mêmes capacités intellectuelles et en exprimant les mêmes idées. Rien n'aurait changé.

Je vous remercie et j'espère que nous sortirons de cette Conférence avec des propositions concrètes qui présentent au monde des idées propres à modifier la stratégie à adopter concernant l'émigration et la religion, pour aboutir à une stratégie fondée sur le principe que tous les hommes sont égaux en dignité, en droits et devoirs.

**DISCOURS DE MADAME NOZHA
EL CHAKROUNI, MINISTRE
DÉLÉGUÉE AUPRÈS DU
MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGÈRES ET DE LA
COOPÉRATION CHARGÉE DE LA
COMMUNAUTÉ MAROCAINE
RÉSIDENT À L'ÉTRANGER**

**MIGRATION ET FAIT RELIGIEUX À L'ÈRE
DE LA MONDIALISATION**

**Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux. Que
la Paix et la Prière soient sur le plus Noble des Prophètes
et des Messagers.**

Votre Excellence Monsieur le Premier Ministre,
Vos Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Vos Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Votre Excellence Monsieur le Directeur général de L'Organisation
internationale des Migrations,
Votre Excellence Monsieur le Directeur général de l'Organisation
islamique pour l'Education, la Culture et les Sciences,
Mesdames et Messieurs les éminents universitaires et chercheurs,
Mesdames et Messieurs les éminents représentants de
l'information,
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureuse et honorée de participer, aujourd'hui, aux travaux de la séance inaugurale de cette grande Conférence que Sa Majesté le Roi Mohamed VI, que Dieu le soutienne, a placée sous son très haut patronage, et qui est organisée par le Ministère chargé de la communauté marocaine résidant à l'étranger, en collaboration avec l'Organisation mondiale des Migrations et avec le soutien de l'Italie, des Pays-Bas et de l'Organisation islamique pour l'Education, la Culture et les Sciences, sur le thème de : « L'émigration et les réalités religieuses, à l'ère de la mondialisation. »

Cette Conférence se tient dans une conjoncture internationale où la question de l'émigration avec sa double dimension religieuse et culturelle est devenue un des grands sujets de controverse dans les enceintes des organisations internationales mais aussi dans les médias et les centres de recherche, et cela en raison des développements qu'elle connaît actuellement, des défis qu'elle représente pour l'avenir et des immenses responsabilités qu'elle engage et qui exigent la recherche, sur la base d'une démarche prospective, des moyens les plus efficaces pour consolider la culture de la coexistence et du rejet de la haine de l'autre et raffermir les bases de la pluralité culturelle dans les sociétés concernées.

La gravité des crises que suscite de plus en plus l'émigration, au niveau de la communauté internationale, ne saurait être justifiée ou expliquée uniquement par la diversité des opinions et positions ou par l'insuffisance des ponts jetés pour le dialogue entre les cultures des différents peuples, elle exige que nous remontions à la source du problème. Nous devons en effet réfléchir à un élément qui n'est pas moins important, qui est même devenu extrêmement sensible, cet élément c'est le recul de la culture de la coexistence et de la cohabitation, de la culture du respect de la différence, alors même que s'aggravaient les manifestations de racisme et de discrimination et que s'élargissait l'aire de la haine et de l'extrémisme. Recul, aggravation de la situation qui forment le terreau où naissent, se développent et empirent les dissensions.

Nul doute que la vague de terrorisme à caractère international qui a submergé le monde contribue de façon essentielle à la

détérioration de la situation des populations immigrées autant qu'elle constitue un obstacle à la coexistence entre ces populations et les sociétés d'accueil, surtout lorsque s'opère, de façon ou d'autre, l'amalgame entre terrorisme et Islam. Car c'est cet amalgame qui ouvre la voie devant certains médias et certains hommes politiques ou intellectuels, dans tel ou tel pays, pour qu'ils s'attaquent à la foi et aux rites du monde arabo-musulman, et qu'ils s'emploient à dénaturer sa civilisation et sa culture et à déformer ses principes et ses valeurs, alors même que ce sont les pays arabes et musulmans qui ont payé le plus lourd tribut au terrorisme, eux qui n'ont cessé, en toute occasion et dans tous les forums, de mettre en garde les autres pays contre les dangers que le terrorisme fait peser sur la paix et la sécurité dans le monde.

Il ne fait aucun doute à cet égard que le terrorisme ne peut en aucun cas être qualifié d'islamique, qu'il est parfaitement erroné de l'associer à l'Islam qui a apporté aux hommes un message d'amour, de miséricorde et de coexistence avec les autres, et défendu à l'homme de prendre la vie d'un autre homme, à quelque religion qu'il appartienne.

L'Islam a appelé les humains à adopter en toute chose une position médiane, il a prohibé l'extrémisme et exhorté au rejet de toute surenchère en matière de religion.

Votre Excellence Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs,

En organisant cette Conférence, le Royaume du Maroc réaffirme sa constante fidélité à ses engagements bilatéraux et multilatéraux, et sa participation active aux efforts internationaux pour combattre le terrorisme, en extirper les racines et en circonscrire les dangers. En même temps, il réitère son attachement indéfectible aux valeurs de tolérance, de paix, de fraternité, attachement qui a été sa position constante, à travers les âges et qu'il n'a cessé de concrétiser, depuis les temps

les plus lointains. Le Maroc n'a-t-il pas déjà accueilli, au VIIème siècle de l'Hégire un grand nombre d'émigrés qui avaient quitté l'Andalousie et n'a-t-il pas édicté des *dhahîrs* pour assurer leur protection et la sécurité de leurs biens ?

À cela s'ajoute son constant souci de protéger les droits des minorités résidant sur son sol, en particulier les juifs, les souverains marocains se chargeant, en tant que garants de tous les croyants, de défendre avec la plus grande fermeté les droits et la liberté de culte de cette partie du peuple marocain.

Dans le même ordre d'idées, je ne saurais oublier de rappeler que le Maroc fut le premier des pays arabes et des pays musulmans à accueillir sur sa terre Sa Sainteté le Pape, feu Jean-Paul II, ce qui témoigne avec éclat du rôle essentiel joué par feu le Roi Hassan II dans l'approfondissement du dialogue positif et fructueux entre les religions pour le plus grand bien de l'humanité. Et c'est là aussi la voie de sagesse que l'Emir des Croyants, Sa Majesté le Roi Mohamed VI, a adoptée depuis son accession au trône de ses augustes ancêtres. Sa Majesté a en effet, en mainte circonstance, affirmé, d'une part, son adhésion active aux efforts déployés pour faire aboutir le dialogue entre les civilisations et les religions, et, d'autre part, l'intérêt profond qu'elle porte à la situation des juifs marocains.

Considérant que l'extrémisme religieux, où qu'il soit, incite à la violence et à l'agression et nourrit la haine et l'intolérance, notre pays reste, en dépit des attentats criminels dont il a été victime, le 16 mai 2003, plus attaché que jamais à poursuivre sa marche sur la voie du développement, à parachever le long processus qu'il a mis en œuvre pour construire la démocratie et à élargir l'ère des libertés et de l'ouverture culturelle, tout en affirmant son attachement à ce que l'État garantisse « à chaque individu la liberté d'exercer ses devoirs religieux », ainsi que le stipule la Constitution du Royaume.

C'est dans ce contexte que le Maroc a entrepris, sous la sage direction de l'Emir des Croyants que Dieu soutienne son action, de réformer le champ du culte, afin de consolider la foi, face aux déviations et aux courants destructeurs, comme il a entrepris

de protéger la société contre les dangers créés par l'exploitation de l'Islam à des fins pernicieuses, contraires aux nobles valeurs de la religion islamique, valeurs qui constituent l'une des principales références dans l'édification des grands idéaux de l'humanité.

Parallèlement à l'intensification des efforts dans les deux domaines de l'enseignement et de l'éducation pour combattre l'ignorance et l'analphabétisme, le gouvernement n'a eu de cesse de mobiliser toutes les énergies pour éliminer la pauvreté et l'exclusion, afin de parer aux effets destructeurs de l'extrémisme qui naît au sein de la société du découragement, du désespoir et de la marginalisation.

Votre Excellence Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs,

Les problèmes de l'émigration dans ses rapports avec l'identité et l'appartenance religieuse sont, assurément, devenus, dans notre monde moderne, des problèmes complexes et redoutables, surtout dans le contexte de l'aggravation des dangers liés au développement de certains courants propageant des thèses qui font entre terrorisme et religion un amalgame qui ne peut qu'élargir l'ère de la haine et du fanatisme et accroître les obstacles devant le processus d'intégration.

Une situation aussi troublée est un motif de préoccupation. Elle exige l'intensification des efforts, tant à l'échelle régionale qu'internationale, pour jeter les bases d'un véritable soutien, aux plans de l'éducation, de la culture et de l'information, à l'émigré, et pour donner toute l'efficacité nécessaire à l'ensemble des mécanismes prévus par les conventions internationales pour garantir les droits culturels, religieux et sociaux des populations immigrées.

Compte tenu de l'interaction de tous ces facteurs, l'ONU a, plus d'une fois, insisté sur la nécessité de réunir plus de données

et d'informations sur l'émigration et d'élaborer une théorie globale et cohérente pour expliquer le phénomène des migrations internationales et jeter toute la lumière sur les rapports complexes et les formes de réciprocité qu'elle induit. L'Organisation internationale affirme ainsi qu'elle a compris que le processus de mondialisation et de libération du commerce, qui, en élargissant le fossé économique et social entre de nombreux États et en marginalisant certains pays, a contribué, à côté d'autres facteurs, à des flux importants de personnes entre différents États et à l'aggravation du phénomène de l'émigration clandestine, laquelle revêt désormais une dimension géopolitique préoccupante car susceptible d'avoir un impact négatif sur la stabilité d'un ensemble de régions du monde. Tous ces développements nous imposent à nous tous un partage des responsabilités, chacun selon ses moyens, pour circonscrire les dangers liés à la situation.

L'intérêt international accru et l'attention accordée par les organisations internationales spécialisées à la question de l'émigration viennent confirmer à nouveau que la coopération internationale et régionale exige tout autant le respect des principes et des constantes intangibles que l'accord autour de plans, programmes et mécanismes qui permettent de dépasser les positions théoriques et d'entreprendre des actions concrètes pour actualiser toutes ces constantes, de manière à réaliser la véritable coexistence entre les hommes, l'acceptation de l'autre et l'égalité des chances.

Nous sommes convaincus qu'une telle démarche ne peut que conforter le processus de dialogue entre les différentes religions et cultures et rapprocher les diverses opinions. Car c'est dans ce climat de dialogue que nous souhaitons voir se dérouler les divers débats et interventions scientifiques et politiques auxquels contribueront, à l'occasion des travaux de cette Conférence, les responsables et chercheurs spécialisés dans le domaine de l'émigration et de la religion, sur une base d'objectivité et de pleine responsabilité. Mon souhait est que ces travaux portent la marque de l'examen critique le plus scrupuleux des divers problèmes que pose l'émigration dans son rapport à la dimension religieuse.

J'espère aussi que cette Conférence constituera un acquis supplémentaire qui viendra enrichir les efforts de l'Organisation internationale et des institutions spécialisées pour l'édification d'une communauté humaine fondée sur la tolérance, où la religion, dans son rapport à l'émigration, constituerait un facteur de quiétude et de sécurité et un ferment d'intégration positive, à l'intérieur des valeurs universelles que les hommes ont reçus en partage.

C'est pourquoi je tiens à exhorter les gouvernements, les personnalités religieuses, les responsables économiques et sociaux d'œuvrer, chacun dans son domaine, à enraciner la culture du dialogue, dans le respect des règles et chartes internationales.

Je forme, pour terminer, des vœux pour le succès des travaux de cette Conférence internationale et vous remercie de votre attention.

Waasalamou alaïkoum wa rahmatou allahi wa barakatouhou

MIGRATION ET RELIGION À L'ÈRE DE LA MONDIALISATION

Déclaration de Brunson McKinley
Directeur Général
Organisation Internationale pour les Migrations
5 décembre 2005
Rabat, Maroc

Aujourd'hui, la migration est au centre des préoccupations internationales.

Une grande attention est portée, et cela se comprend, aux dimensions économiques de la migration et son impact sans cesse croissant sur l'économie mondiale.

Pourtant, au-delà de l'impact de la migration sur la croissance et sur le développement, et des 232 milliards de dollars renvoyés chaque année par les migrants, il y a avant tout des êtres humains.

En effet, la migration est avant tout une activité qui implique des hommes et des femmes, et cet aspect ne doit jamais être perdu de vue lorsque l'on parle de « migration et de développement », de « migration et de commerce », de « migration et de travail » ou encore de « migration et de sécurité ».

Cette dimension humaine attire de plus en plus l'attention des médias. En lisant la presse du weekend, j'ai trouvé un article sur les jeunes femmes algériennes qui vont se marier en France, un autre sur les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir une meilleure égalité des chances pour les jeunes français issus

de l'immigration et un troisième sur une pratique de plus en plus répandue qui consiste à expulser les étrangers qui sont perçus comme pouvant être dangereux.

Ces trois articles concernent la méditerranée occidentale, mais des situations semblables se déroulent sur tous les continents. De plus en plus, les questions d'intégration sociale et culturelle, ou plutôt de non-intégration, caractérisent le débat sur les coûts et bénéfices de la migration. Et la question de la religion se situe au centre du débat sur l'intégration.

Et ceci nous amène à cette conférence, qui n'est pas simplement une conférence qui s'intéresse à la nature même de la religion, à la place de cette dernière dans la société, ou encore au dialogue inter confessionnel favorisant une meilleure compréhension et entente, deux objectifs importants en soi.

Ce qui fait l'intérêt de cette conférence, réside dans l'étude des liens qui existent entre la migration et la religion. Ceci pour mieux essayer de comprendre comment la religion, les valeurs et les pratiques religieuses peuvent influencer le processus migratoire ou comment le processus migratoire peut influencer les valeurs et les pratiques religieuses.

L'histoire est riche en exemples. La religion et les communautés religieuses constituent souvent des repères essentiels pour le migrant qui s'adapte à une nouvelle société. A l'inverse, l'environnement migratoire peut également amener à des changements ou à une adaptation des pratiques religieuses.

Dans l'hémisphère qui m'a vu naître, les conquérants européens et les colons ont effacé à tout jamais les pratiques religieuses préexistantes. Nombreux sont ceux qui se sont réfugiés en Amérique du nord qui a vu naître de nouvelles croyances, voir même de nouvelles religions. Les croyances des esclaves Africains arrivés dans le nouveau monde se sont souvent assimilées à celles des églises qu'ils ont rejointes. Cette diversité religieuse issue de ces processus migratoires est surprenante.

Alors que nous examinons les relations entre migrations et religions en ce 21^{ème} siècle, nous nous trouvons confronté à un débat centré sur l'impact des migrations sur les croyances existantes ; à savoir le rapport entre religions et l'Etat, la religion comme antidote à l'exclusion et d'autres concepts radicaux qui trouvent leur origine dans la liberté de culte.

Ce n'est pas à moi de proposer des solutions au début de nos travaux. Laissez-moi tout d'abord énumérer quelques unes des nombreuses et intéressantes questions complexes unissant migrations et religions au 21^{ème} siècle :

Comment pouvons-nous aider les migrants amenés à quitter une société relativement homogène en termes de croyances à s'installer dans une société pluri-religieuse ?

Comment pouvons-nous respecter les différentes pratiques et croyances tout en garantissant le respect des droits humains fondamentaux ?

Que faire lorsque des personnes nouvellement arrivées refusent d'adapter leurs croyances aux règles sociales du pays d'accueil ?

Dans quelles conditions les croyances des migrants peuvent-elles constituer un lien avec les communautés d'accueil et favoriser leur intégration ?

A l'inverse, que faire lorsque ces pratiques religieuses constituent un obstacle à l'entente entre communautés ?

Quant aux médias, comment influencent-ils la perception qu'a le grand public des migrants et de leurs pratiques religieuses ? Comment peuvent-ils relater cette diversité tout en attirant l'attention sur les valeurs communes ?

Ces questions et bien d'autres seront examinées à la lumière des expériences des participants et sur la base des politiques identifiées dans ce domaine. Nous espérons que cette conférence contribuera à la formulation de recommandations politiques.

En examinant l'ordre du jour, vous constaterez que les thèmes abordés seront présentés par des personnes venant d'horizons divers dont je ne vous ferai pas la liste maintenant.

Permettez-moi, toutefois, de souligner l'importance que revêt à mes yeux l'un des thèmes de cette conférence : comment inciter la tolérance au sein des jeunes générations. A vrai dire, cette question est peut être la plus importante de ces deux prochains jours.

Pour les jeunes d'aujourd'hui la migration est un phénomène banal, facilité par la grande disponibilité des moyens de communication et de transport, où les expériences se partagent à l'échelle mondiale par le biais de livres, de musiques et de films.

Notre monde est celui de la globalisation et nous enseignons aux jeunes générations à en profiter. Logiquement, la mondialisation, la diversité et le pluralisme religieux devraient aller de soi. Profitant de ce monde globalisé, les jeunes devront apprécier la diversité religieuse qui le caractérise.

En fait, ce défi nous concerne tous. Il s'agit d'apprendre à accepter les différences tout en identifiant et en renforçant les liens qui unissent nos sociétés.

RÔLE DES MÉDIAS DANS LA RÉFLEXION SUR LES RAPPORTS ENTRE ÉMIGRATION ET RELIGION

Mohamed Larbi El Massari

Je ne reviendrai pas sur les données, concepts et sujets de controverse abordés, lors des précédentes séances. Ce sont là, pour nous journalistes, des questions que nous avons l'habitude de traiter. Je me contenterai d'évoquer certaines des conclusions auxquelles nous sommes parvenus, dans le cadre d'un exercice auquel nous nous livrons, journalistes espagnols et marocains, depuis 1993. Nous nous réunissons, en effet, de façon régulière, deux fois l'an, une fois au niveau du Syndicat national de la presse marocaine et de la section espagnole de l'Organisation des journalistes européens, soit une réunion à l'échelon national, et une autre fois au niveau de la région du détroit de Gibraltar, entre journalistes représentant le nord du Maroc et le sud de l'Andalousie, soit une réunion régionale pour le dialogue. Nous discutons de beaucoup de sujets entre journalistes des deux pays, et la question de l'émigration revient toujours sur le tapis. Quant à la religion, et il ne s'agit nullement d'une question secondaire, nous sommes, à chaque fois, fatalement amenés à débattre de la manière dont l'information aborde la question de l'Islam.

Que peuvent faire les médias du nord et du sud pour traiter ces questions ? Très peu et en même temps beaucoup. Il n'y a là aucune contradiction. Commençons par le « beaucoup. » Les médias dans les pays du nord peuvent agir efficacement pour que le public qui reçoit l'information soit préparé à appréhender avec rationalité le fait de l'émigration. Ils peuvent, par exemple, expliquer que l'émigré ne vient pas voler son travail au citoyen du pays d'accueil, mais pour occuper des emplois qui n'ont pas

trouvé preneur. En Espagne, 450 522 travailleurs immigrés ont vu leur situation régularisée, au cours de cette année, alors que, pendant des années, ils avaient fait partie du marché de l'emploi et travaillé sans couverture sociale et pour des salaires inférieurs aux normes du pays. Et, de son côté, *La Tribuna de Salamanca* a pu écrire, jeudi dernier, que 25 mille tonnes de fraises n'ont pu être commercialisées en 1999, à Huelva, au sud de l'Espagne, faute de main-d'œuvre étrangère.

Quant aux pays du sud, il serait utile que les médias contribuent par des actions à fixer les candidats à l'émigration dans leurs pays respectifs. Mais, sans doute, faudra-t-il, ici, attendre que s'instaure une relation de confiance entre le citoyen et les institutions et instruments de gouvernance dans son pays, ce que l'information seule ne pourra réaliser, quand bien même elle serait capable, pour autant que les conditions soient réunies pour cela, de jouer un rôle important dans ce domaine. C'est pour cette raison que la question fondamentale reste pour nous celle de la liberté d'expression, c'est-à-dire de la démocratie, dans l'acception universellement reconnue du terme. Les médias du sud peuvent également œuvrer à dissuader les candidats à l'émigration clandestine, laquelle est à l'origine de tant de catastrophes humaines.

Les médias ont, en outre, un rôle à jouer pour réduire les sources de malentendus entre les différentes communautés humaines, notamment en traitant avec impartialité les événements qui nourrissent l'actualité. Les médias sont à l'affût de tout ce qui survient de nouveau, et leur faim de sensationnel a à cet égard quelque chose de proprement animal. Ils considèrent que la vie ordinaire des gens n'est pas leur affaire, que c'est le domaine des historiens. Or, dans cette course au sensationnel, les médias commettent de graves erreurs. Citons l'exemple du tapage fait autour de l'affaire du foulard, ou de la campagne orchestrée autour de la diffusion du slogan « Demain, la Turquie. » Et que dire des terroristes et de l'insistance avec laquelle leurs agissements sont rattachés à l'Islam, alors que les activistes de l'IRA ne sont jamais qualifiés de catholiques. De même, et par respect pour les Basques, l'ETA n'est pas toujours qualifiée de basque. Le terrorisme ne doit pas

être attribué à l'ensemble des Basques ou des Irlandais, cela va de soi, mais les médias européens ne s'entourent pas des précautions nécessaires, lorsqu'ils prennent pour cible de vastes communautés humaines qui se trouvent être, elles aussi, confrontées au problème du terrorisme qu'elles combattent chez elles. De même, lorsqu'un coupable est arrêté par la police, ces mêmes médias se contentent de le désigner par son âge, son sexe et ses initiales, sauf lorsqu'il s'agit d'un Marocain où toutes les informations le concernant vont immédiatement faire les gros titres des journaux.

De façon générale, l'Islam est traité de façon négative. Comme l'a écrit déjà en 1987 Bruno Etienne, dans son ouvrage *L'Islam radical*, au temps où le conflit concernait le bloc communiste, les attaques étaient dirigées contre les régimes en place, mais depuis que Nixon a publié, dans les années 80, un livre où il désignait « le nouvel ennemi de l'Occident », ces attaques se sont directement orientées vers l'Islam, et ont aujourd'hui un très mauvais impact sur les musulmans.

Près de 15 millions de musulmans et de musulmanes vivent en Europe, dont beaucoup portent la nationalité du pays d'accueil qui est devenu leur pays. Voilà qui implique deux choses :

- La première est que les médias traitent ces femmes et ces hommes en tant que citoyens vivant à l'intérieur de cette mosaïque culturelle et ethnique que constitue désormais l'Europe. La tendance actuelle qui s'est dégagée des discussions autour du projet de Constitution européenne devrait nécessairement conduire l'Europe à reconnaître qu'elle forme un ensemble multiracial, multilinguistique et multiculturel, ce qui implique que les médias fonctionnent sur cette base et à l'intérieur de cette logique. L'Europe passe actuellement par une phase transitoire. Ainsi, l'Allemagne a, tout récemment, remplacé le droit du sang par le droit du sol, tandis que l'Espagne, qui s'était construite au cours des cinq derniers siècles sur la base de l'unicité de la foi, de la culture et de la race, devenait une entité plurielle.

- La deuxième est que les musulmans européens sont aujourd'hui à la recherche d'une voie qui leur permette de concilier leur identité européenne avec leur foi religieuse, comme l'a souligné M. Bichareh, Président de la Fédération nationale des musulmans de France, dans *Le Matin* du 6/4/2005. En février dernier, un professeur de philosophie de l'Université de Nice a écrit dans un article : « Il nous incombe, nous musulmans, de définir d'urgence les principes d'une identité islamique européenne spécifique. » (Abdenour Bidar, *Le Monde*, le 14/2/2005). Abdallah Escudero, responsable de la commission islamique auprès du Ministère espagnol de la justice, a abordé une question importante, celle de l'élaboration de manuels scolaires pour les enfants des Espagnols musulmans, en soulignant que ces manuels devraient être en harmonie avec les valeurs sur lesquelles repose la société espagnole et de cesser d'utiliser des manuels importés qui avaient été conçus pour les citoyens de pays ayant une culture différente. Des recherches et des réflexions sont donc aujourd'hui en cours et un avenir est en train de se dessiner sous nos yeux.

Un imam venu du Moyen-Orient, en charge d'une mosquée de Vuenjirolla, au sud de l'Espagne a suscité un véritable tollé, lorsqu'il a écrit un ouvrage dans lequel il explique comment un homme peut battre sa femme, d'une manière « islamique. » Le scandale créé par cette affaire a finalement conduit cet homme en prison. Il s'agit en fait simplement de quelqu'un qui n'avait pas compris qu'« à chaque situation et à chaque époque son langage », comme dit le proverbe arabe, et il en a payé le prix. Le débat, en fait, porte autour de la meilleure façon de faire connaître l'Islam à l'Occident, et davantage encore autour de la nécessité d'en présenter une lecture conforme aux exigences de l'époque. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'effort interprétatif, l'*Ijtihad*, qui a été entrepris au Maroc pour l'institution d'un code de la famille formé de 400 articles répondant aux revendications du mouvement démocratique au Maroc et, en même temps, conformes aux enseignements de l'Islam. Nous sommes devant un processus de transition et un effort de recherche continu pour définir le meilleur moyen de permettre aux musulmans

du XXI^e siècle de vivre leur foi en toute quiétude et d'être en phase avec leur temps.

D'un autre côté, une expérience unique en son genre a pu être menée parmi les populations émigrées en Amérique. Les Arabes installés aux Etats-Unis et en Amérique latine étaient en majorité chrétiens. Or, bien que vivant dans un environnement chrétien, ils s'étaient trouvés dans l'obligation d'élever de nouveaux édifices pour les besoins du culte, la plupart d'entre eux étant des chrétiens orthodoxes. Ils se sont alors constitués en communautés. Puis ils avaient compris qu'ils étaient porteurs d'une culture propre. Une osmose s'était alors produite avec leur environnement qui a permis la naissance de la littérature du *mahjar*, de l'émigration, qui occupe une place éminente dans la littérature arabe contemporaine. C'est là un bel exemple de symbiose entre modernité et fidélité à la tradition. Ces hommes se sont intégrés à leur nouvelle société tout en conservant cette dualité créatrice. De nouveaux citoyens avec une pensée nouvelle. Mais l'expérience de l'école du *mahjar* s'est arrêtée là, parce que les pays d'accueil ont imposé la langue nationale comme langue de la culture, et les émigrés arabes ont compris qu'ils devaient s'adapter à cette exigence.

Il y a une réalité qui s'impose avec force, c'est que la culture religieuse des émigrés venant des pays musulmans est solidement ancrée et ne semble pas près de disparaître au sein des autres cultures. Une étude sur le terrain publiée par la spécialiste espagnole Pilar Arino dans son livre *Mujeres inmigrantes marroquies*, a montré que 95,51 % des femmes ayant émigré de façon individuelle pratiquent le jeûne, pendant le mois de ramadan, et que 3,21 % des autres le respectent en partie. Une seule des femmes interrogées a déclaré avoir cessé totalement d'adhérer au dogme. Un pourcentage important de ces femmes sont restées attachées aux fêtes et cérémonies religieuses, même si les médias en Europe ne semblent pas vouloir reconnaître qu'une partie des citoyens ont leurs rites et leurs célébrations religieuses et se contentent de parler des fêtes chrétiennes et juives. De leur côté, les familles musulmanes se doivent d'accepter leur statut de minorités et de vivre avec des images et manifestations pouvant heurter leur pudeur et consacrant une vision de la femme-objet.

Il existe également des extrémistes qui se comportent au sein des sociétés comme s'ils étaient en territoire conquis, et tentent d'imposer par la force ce qu'aucune législation ne saurait autoriser, y compris dans leurs pays d'origine. Les musulmans disposent à cet égard de centaines de lieux de culte en Europe où le prosélytisme est pratiqué avec des méthodes violentes. Les autorités veulent savoir ce qui se passe dans ces lieux fermés afin d'éviter qu'ils ne se transforment en enceintes propices à la propagation de la violence. Cette préoccupation n'est pas propre à l'Europe, le Maroc est également profondément concerné par le problème.

D'un autre côté, et depuis deux décennies, il arrive de plus en plus souvent que les sociétés occidentales appellent l'émigré à s'intégrer selon une démarche qui le conduit à rejeter sa propre identité. La question qui se pose, ici, est de savoir s'il s'agit d'exclure l'émigré ou de l'appeler à apporter un plus. Il est certain qu'une formule doit être trouvée qui concilie les exigences de l'intégration avec celles de la préservation de l'identité culturelle. Une fois de plus, nous sommes aujourd'hui à une étape de transition.

Une autre affaire a fait du bruit dans la presse occidentale, c'est l'inauguration d'une mosquée en Bosnie, dont on a dit qu'elle a été construite, grâce à un financement saoudien et qu'elle allait devenir un bastion de l'extrémisme. De même, l'inauguration, il y a une année, d'une grande mosquée au quartier des Biazines à Grenade a-t-elle suscité une levée des boucliers. Un article a même dénoncé avec véhémence le fait que l'édifice a été financé par l'émir de Sharjah.

La question, maintenant, est de savoir si les circonstances permettent aux médias de jouer un rôle de pédagogue sur cette question. On peut en douter car aujourd'hui la télévision qui est le média le plus influent présente à l'heure de plus grande écoute (le *prime time*) les informations en quinze à vingt minutes, et ces informations, comme nous le rappelle Edward Saïd, consistent en un « paquet » comprenant obligatoirement les nouvelles nationales et internationales, avec toute l'actualité politique et économique, mais aussi la mode, les arts, les sports...

le tout en un quart d'heure et dans un style très concis, qui fait que le texte lu par le présentateur équivaut pratiquement aux grands titres qui font la manchette des journaux. Celui-ci serait-il tenté de développer davantage son sujet que les téléspectateurs se détourneraient vers d'autres chaînes, ce qui est bien souvent le cas dans les pays les moins avancés où le journal se prolonge au point que le présentateur finit par être son propre et unique téléspectateur. Quant aux émissions culturelles et aux tables rondes, elles sont programmées à une heure de faible écoute et se trouvent, de fait, marginalisées, d'autant que les annonceurs préfèrent les émissions de jeux et de variétés.

La télévision a un défaut congénital, c'est la superficialité. Elle s'adresse au grand public et doit, pour être attrayante se donner pour mission d'être avant toute chose un moyen de divertissement. S'adressant à un large public, elle tend à développer un discours rapide et simplifié, susceptible de toucher le plus grand nombre et attentif à ne pas dépasser la capacité de concentration des téléspectateurs qui est réduite. Par sa nature même, la télévision ne s'adresse pas à la raison mais aux affects, elle ne présente pas des idées mais des images qui veulent passer pour des synthèses d'idées destinées à laisser chez le téléspectateur certaines impressions.

Thomas Deltombe a publié cette année un ouvrage consacré à l'analyse des textes occidentaux traitant de l'Islam, depuis 1970, dans lequel il aboutit à la conclusion qu'il existe un Islam imaginaire présenté par la télévision, par les éditoriaux de la presse, mais aussi par certains ouvrages, des pétitions et des lobbies qui ont diffusé des idées reflétant des visions et des positions très particulières et dessinant pour le grand public le profil d'un ennemi invisible. À cela s'ajoute un discours paternaliste, apparu à la fin de l'époque coloniale, et qui a servi à ses auteurs à exercer une sorte de tutelle sur les décideurs politiques dans les pays du sud, sans parler de l'idéologie raciste qu'un tel discours véhicule dans ses replis. (Thomas Delcombe, *L'Islam imaginaire*, La Découverte, 382 p.)

Au début des années 90, Charles Pasqua, alors Ministre français de l'intérieur, a parlé d'interdire les paraboles. Il était

convaincu que la passion des émigrés pour les programmes de télévision en provenance du Moyen-Orient ou d'Afrique du nord entravait l'intégration de ces populations. De même, la mairie de Bruxelles a-t-elle essayé de limiter la présence des paraboles dans les immeubles, estimant que celles-ci défigureraient la ville. Les populations d'origine maghrébine ont perçu cette décision comme un moyen de les empêcher de recevoir des informations sur leurs pays et ont saisi la justice : là aussi, la question de l'intégration était à l'ordre du jour.

C'est alors qu'une chaîne de télévision bénéficiant d'un financement saoudien, la MBC, a commencé à diffuser, à partir de Londres, en donnant une place importante aux séries destinées au grand public, et que ces séries ont créé de puissantes attaches entre les émigrés et leur culture d'origine. Une véritable explosion a alors suivi de chaînes en langue arabe faciles à capter dans les pays où vivent des émigrés arabes, mais aussi dans d'autres régions du monde. Ces chaînes ont créé chez les téléspectateurs d'origine arabe une sensibilité commune. La plus influente fut Al Jazeera, qui est devenue un cas problématique, puisqu'on a même parlé d'une éventuelle décision américaine de bombarder cette station. 155 chaînes satellitaires arabes opèrent actuellement auxquelles vont s'ajouter 15 autres qui diffusent des programmes d'information et de divertissement et jouissent d'une grande popularité parmi les populations immigrées.

L'un des aspects importants de cette nouvelle réalité est qu'elle a créé un sentiment fort d'appartenance commune entre téléspectateurs de pays arabes déchirés par les dissensions et téléspectateurs d'origine arabe vivant dans les différents pays d'accueil, ce qui ne peut que renforcer les liens culturels et enraciner le sentiment d'une identité commune, par delà la diversité des cultures dans les pays où ces programmes de télévision sont reçus. Ceux-ci constituent autant de messages qui traversent les frontières et confèrent une dimension particulière à la question dont nous traitons car les pays européens qui veulent réaliser l'intégration n'ont pas encore compris que les Européens d'origine arabe aspirent à apporter un plus à l'Europe.

À l'opposé de l'approche à laquelle M. Pasqua a pu songer, un penseur espagnol, David de Ugarte, a proposé de parier fortement sur le rôle que peuvent jouer les nouvelles technologies de l'information, en affirmant que l'action de ces chaînes va avoir un impact sur la perception des choses dans le monde arabe, de même qu'elle contribuera à créer un nouveau type de téléspectateur ayant une vision et des besoins spécifiques. Les deuxième et troisième générations d'Arabes de l'Europe sont, en effet, nourris des valeurs de la démocratie européenne, ce qui aura nécessairement un plus grand impact sur la mondialisation de la démocratie que celui auquel s'emploient, selon les termes de de Ugarte, les Bush et les Rumsfeld. Le même auteur souligne qu'il y aurait erreur à critiquer Al Jazeera ou à confondre l'action des chaînes arabes d'information avec les agissements d'Al Qaïda, et que ce serait alors sanctionner le porteur du message. Outre ces chaînes, l'Internet ne peut que briser le black out imposé aux Arabes par leurs gouvernements.

L'Europe elle-même ne pourra que bénéficier de l'apport de ces Arabes européens autour desquels doit se construire le pari de la création d'un espace culturel commun entre les deux rives de la Méditerranée, un espace fondé sur la libre discussion, le commerce et les échanges entre l'Europe et le monde arabe. Cet enjeu, les groupes islamistes armés en Algérie l'ont compris qui ont entrepris de détruire les paraboles et d'assassiner ceux qui se sont équipés de ces appareils.

Les Nations-Unies ont calculé, il y a quatre ans, que les États membres de l'Union européenne seraient obligés d'accueillir 44 millions d'émigrés à l'horizon 2050, afin de couvrir les besoins de leurs économies. D'autre part, et au-delà des autres considérations, l'incapacité des pays du sud à garantir, dans un avenir prochain, des emplois à tous les demandeurs qui arrivent sur le marché du travail ne peut que pousser la tranche excédentaire de ces demandeurs à chercher massivement à trouver une solution dans l'émigration vers les pays du nord.

Il nous faudra donc prévoir un élargissement de la diversité culturelle dans les pays d'accueil, c'est-à-dire un apport accru à la construction de l'identité européenne. Il appartiendra alors

aux sociétés de ces pays de faire face aux retombées de cette dynamique de la diversité. L'une d'elles fut l'émergence de ces quartiers marginalisés où sont regroupés les enfants de l'émigration et dont certains ont ébranlé la France. L'on a vu, par ailleurs, un jeune de l'immigration, né et éduqué aux Pays-Bas, assassiner le réalisateur Van Gogh, mais aussi une dame belge adhérer à des idées suicidaires et chercher à se faire exploser à Bagdad. Toutes ces manifestations ne constituent pas des réalités importées de l'étranger pas plus qu'elles ne sont, dans leur essence, l'expression d'une foi religieuse. L'Europe et le monde doivent s'interroger sur cette nouvelle vague d'anarchie qui ne relève pas plus de la religion que les diverses vagues de terrorisme qui ont ébranlé le monde, au cours du siècle dernier, n'étaient des excroissances des idées de gauche. Les unes et les autres relèvent de la pensée libertaire et se fondent sur une démarche et des arguments nihilistes.

Rabat, le 6 décembre 2005

